

RAPPORT ANNUEL 2015

SERVICE DE POLICE D'OTTAWA | OTTAWAPOLICE.CA



OTTAWA POLICE SERVICE
SERVICE DE POLICE D'OTTAWA

A Trusted Partner in Community Safety
Un partenaire fiable de la sécurité communautaire



TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1: BIENVENUE	3
SECTION 2: UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ	7
SECTION 3: NOS MEMBRES	22
SECTION 4: FAIRE UNE DIFFÉRENCE	31
SECTION 5: NOTRE RENDEMENT	46



BIENVENUE



MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SERVICES POLICIERS D'OTTAWA



Au nom de la Commission de services policiers d'Ottawa, j'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2015 du Service de police d'Ottawa.

La Commission a cherché tout au long de 2015 à s'acquitter de ses obligations en vertu de la Loi sur les services policiers afin d'offrir des services policiers adéquats et efficaces, une bonne gouvernance et une orientation stratégique au Service de police. Je souhaite remercier chaque membre de la Commission de son engagement et de sa contribution.

La Commission a accueilli un nouveau membre en février 2015 lorsque Suzanne Valiquet a été nommée par la Province à un mandat de deux ans. Font également partie de la Commission la conseillère Jan Harder (Quartier no 3), le conseiller Tim Tierney (Quartier no 11) et les représentants de la collectivité Jim Durrell (vice-président), Carl Nicholson et L.A. (Sandy) Smallwood.

Un aspect crucial du travail réalisé a été l'élaboration du Plan directeur 2016-2018 du Service, en collaboration avec les membres de la police et la collectivité. Il énonce les priorités déterminées par les membres du SPO et la collectivité, ainsi que celles du Service en matière d'armes à feu et de bandes de rue, de violence faite aux femmes et de sécurité routière.

Il s'agit d'une période charnière dans l'histoire des services policiers. La législation provinciale qui les régit est à l'étude pour la première fois en 25 ans, ce qui offre une possibilité unique d'améliorer la sécurité et le mieux-être de la collectivité. Beaucoup de consultations et de démarches ont eu lieu en 2015 et nous avons bon espoir de voir une nouvelle législation provinciale d'ici la fin de 2016.

J'aimerais terminer en prenant un instant pour remercier nos membres assermentés et civils qui continuent de servir notre collectivité, jour et nuit, avec dévouement, compassion, intégrité et courage. Grâce à leur vigilance et à leur travail acharné sans relâche, Ottawa demeure l'une des villes les plus sûres de la planète.

Cordialement.

Le conseiller Eli El-Chantiry,
Président de la Commission de services
policiers d'Ottawa



MESSAGE DU CHEF

Je suis heureux de présenter le Rapport annuel 2015 du Service de police d'Ottawa (SPO).

Ce document souligne le travail des membres du SPO. Il offre des renseignements à propos de quelques-unes des initiatives extraordinaires en cours pour résoudre les préoccupations de la collectivité et faire en sorte que nous nous modernisons en tant que service de police. Il offre aussi une vaste perspective des statistiques et des mesures de rendement liées à la criminalité à Ottawa.

Nous demeurons axés sur le traitement de nos domaines prioritaires que sont les armes à feu et bandes de rue, la violence faite aux femmes et la sécurité routière. En collaborant avec nos partenaires, nous abordons ces questions grâce à des stratégies d'application de la loi, de vulgarisation communautaire et de prévention du crime.

L'an dernier, le SPO a assisté à la transition vers notre Plan directeur 2016-2018 grâce à notre vision renouvelée d'être un partenaire fiable de la sécurité communautaire. Cela signifie que nous cherchons toujours des façons d'améliorer le service aux résidents d'Ottawa.

L'une des façons dont nous pouvons y parvenir est de surveiller notre rendement ainsi que les statistiques sur la criminalité. Les indicateurs de rendement nous aident à orienter nos ressources là où elles sont les plus nécessaires au sein de la collectivité.

Le Rapport annuel 2015 offre aux résidents des renseignements sur les infractions au Code criminel du Canada (CCC) dans la Ville d'Ottawa et dans ses 23 quartiers. Les renseignements fournissent aux résidents et aux visiteurs une compréhension améliorée de la criminalité et de la sécurité routière sur le territoire ottavien.



Le taux de criminalité signalé à Ottawa a régressé de 2 % en 2015, pour se chiffrer à 3 236 infractions par 100 000 résidents, ce qui confirme la réputation d'Ottawa comme l'un des grands centres urbains les plus sûrs au Canada.

Une diminution de 0,4 % des infractions liées à la propriété [vols de 5 000 \$ et moins (-1,5 %), introductions par effraction (+9,8 %), fraudes (+16,7 %) et méfaits (-12,0 %)] a expliqué la baisse des chiffres l'an dernier.

Le taux de résolution de toutes les infractions au Code criminel du Canada signalées est resté stable à 36 % en 2015.



BIENVENUE

RAPPORT ANNUEL 2015 | 6

Les chiffres	2015
Taux d'élucidation des infractions au Code criminel du Canada.	36 %
Nbre de kilomètres carrés dans la ville d'Ottawa	2 796
Délai moyen pour arriver sur les lieux d'un appel d'urgence	7 minutes
Victimes prises en charge par l'Unité d'aide aux victimes	5 500
Nombre d'agents affectés à l'intervention d'urgence	524
Appels nécessitant une intervention mobile de la police	246 300
Le nombre de bénévoles SPO	300+
Tops reçus par Échec au crime	3 900
Taux de criminalité pour 100 000 habitants	-2 %
Arrivé sur les lieux pour appels de priorité 1 à moins de 15 minutes	94 %
Nombre de rapports pris	93 000
Complexité croissante et augmentation du coût des services de police	269,8 M\$
Les citoyens satisfaits de la qualité des services de police	82 %
Baisse du nombre de plaintes du public	-18 %
Pourcentage des appels résolus avec l'aide de la force	<1 %

Nous demeurons axés sur les améliorations aux services que nous pouvons apporter pour garantir que nous soyons aussi efficaces et modernes que possible.

Les techniques policières sont un emploi gratifiant et exigeant, et les membres du SPO sont fiers de notre service à la collectivité.

Les services policiers évoluent sans cesse. Nos membres sont appelés à réagir à un nombre de plus en plus complexe de tendances en matière de criminalité et à composer avec des questions émergentes liées aux profils démographiques, aux attentes des citoyens, à la surveillance et aux besoins des personnes que nous servons.

Tous les jours, ils font une différence positive au sein de notre collectivité.

Leur dévouement est la raison pour laquelle nous continuons de réussir en tant qu'organisation et leur travail est la base même sur laquelle nous continuons d'ériger notre Service.

Charles Bordeleau,

Chef de police



UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ



Le Service de police d'Ottawa (SPO) est résolu à exercer les services policiers communautaires afin d'améliorer le mieux-être, la sécurité et la sûreté de la collectivité. En harmonie avec les membres, les organismes et les leaders communautaires, le SPO peut préciser et mobiliser les actifs communautaires, et faciliter la participation, aux fins suivantes :

- établir des partenariats et des stratégies de mobilisation;
- déterminer les problèmes, les possibilités ainsi que les solutions éventuelles;
- promouvoir la confiance à l'égard des services policiers.

Le SPO utilise cet amalgame de participation et de mobilisation communautaires pour relever les défis et résoudre les aspects complexes liés aux communautés diversifiées et uniques. Les méthodes de participation se trouvent dans le modèle de l'Association internationale pour la participation publique (AIP2) qui définit les divers niveaux de participation communautaire comme suit : renseigner, consulter, intéresser et collaborer.

La stratégie du SPO en matière de participation communautaire permet à l'organisation de servir la collectivité de manière adaptée aux besoins évolutifs. Les liens avec la collectivité continuent d'être renforcés grâce à des pratiques de mobilisation et de consultation judicieuses.



LES PARTENARIATS

La prévention de la criminalité et la résolution des problèmes ne sont pas des activités strictement policières, mais plutôt des activités communautaires accomplies grâce aux efforts et à la collaboration des nombreux organismes, groupes et particuliers, y compris la police.

Travailler en qualité de partenaires égaux avec les particuliers et les groupes signifie explorer de nouveaux horizons – acquérir des nouvelles compétences et joindre des groupes de résidents nouvellement constitués – pour résoudre n'importe quel problème ou n'importe quelle préoccupation.

Le Conseil canadien de la sécurité nautique et la Police d'Ottawa font équipe pour réduire les décès causés par la conduite d'une embarcation en état d'ivresse durant le long week-end d'août



Consommer de l'alcool en bateau explique environ 40 % des décès liés à la navigation sur les voies navigables canadiennes. Pour sensibiliser les plaisanciers et réduire les décès liés à l'alcool, le Conseil canadien de la sécurité nautique (CCSN) et le Service de police d'Ottawa (SPO) ont lancé l'[Opération « Dry Water »](#) durant le week-end férié d'août 2015. Le but est de décourager la pratique dangereuse de la consommation d'alcool en bateau.

« Avec la saison de navigation estivale en vitesse, nous souhaitons rappeler aux plaisanciers les risques de la consommation d'alcool en navigation de plaisance », a affirmé le sergent d'état-major Kevin Kennedy, responsable de l'[Unité marine, de plongée et de sentiers du SPO](#). « Combinés avec le soleil, le vent, les vagues et le mouvement de balancement du bateau, les effets de l'alcool sur l'eau peuvent être considérablement augmentés. »



UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ

RAPPORT ANNUEL 2015 | 9

L'Opération « Dry Water » mettra l'accent sur les risques potentiels de consommer de l'alcool en bateau, et sur les lois actuellement en vigueur pour décourager pareille pratique.

Vous pouvez être accusé de conduite d'une embarcation avec facultés affaiblies en vertu du Code criminel du Canada si votre niveau d'alcoolémie dépasse le seuil de .08, que l'embarcation soit motorisée ou pas. Cela signifie que vous pouvez être accusé même si vous conduisez avec facultés affaiblies un canoë; et un juge pourra, si vous êtes condamné, suspendre vos privilèges de navigation. Mais ce n'est pas tout; il y a pire encore.

En Ontario, la conduite de tout véhicule motorisé au-delà de la limite légale d'alcoolémie dans le sang mènera à la suspension de votre permis pendant 90 jours. Cela signifie que vous ne serez pas autorisé à conduire tout véhicule motorisé pendant cette période. Être reconnu coupable de facultés affaiblies en bateau signifie que vous ne pourrez conduire votre voiture.

L'Opération « Dry Water » vise à réduire le nombre d'accidents et de décès liés à l'alcool sur l'eau. Elle favorise un effet dissuasif plus fort et plus visible à la consommation d'alcool pendant la navigation de plaisance.

« Les agents maritimes de la Police d'Ottawa circuleront sur les plans d'eau durant le week-end, en y appliquant toutes les lois provinciales et fédérales et le Code criminel du Canada, pour s'assurer que chacun puisse profiter des plans d'eau en toute sécurité », a conclu le sergent d'état-major Kennedy.

Cette initiative a été rendue possible grâce à l'appui du Bureau de la sécurité nautique de Transports Canada.

Le projet-pilote de la Table multidisciplinaire de prévention des risques (TMPR)



En juin 2015, le projet-pilote de la Table multidisciplinaire de prévention des risques (TMPR) a été inauguré dans Ottawa-Sud. On a lancé cette initiative pour améliorer le service à la collectivité et pour mieux gérer les demandes dans les secteurs des services aux personnes. Le partenariat est promu par le chef de police d'Ottawa Charles Bordeleau, le médecin chef en santé publique de la Ville d'Ottawa Isra Levy, la directrice de l'éducation de la Commission scolaire du district d'Ottawa-Carleton Jennifer Adams et la chef de la direction du Réseau local d'intégration des services de santé de Champlain Chantale LeClerc.

Le but du projet-pilote était d'intégrer divers organismes qui servent les personnes de la collectivité, tels que la police, les ressources en santé mentale, les organismes sociaux et les commissions scolaires, en un seul et même processus officiel qui examine les cas complexes et à risque élevé – ou ceux qui nécessitent une intervention coordonnée de plus d'un organisme – pour une discussion et un traitement plus efficace et efficient.

La TMPR représente l'investissement continu du SPO et des partenaires visant à aider le secteur vulnérable d'Ottawa et ceux qui font partie des communautés vulnérables.

« L'élément partenariat de ce modèle est crucial », a affirmé le chef Charles Bordeleau. « En tant qu'organisme policier, nous savons qu'environ 75 à 85 % de nos appels de service ne sont pas liés au crime ou à des infractions passibles d'une mise en accusation mais plutôt des problèmes sociaux. Cela nous rappelle à quel point il est important que nous collaborions avec nos partenaires pour résoudre les causes premières du crime et de la victimisation. »

Depuis son inauguration, 20 professionnels de la santé, des services sociaux et du secteur de la sécurité se réunissent toutes les semaines pour aider un grand nombre de particuliers et de familles



qui montrent des signes de « risque très élevé » – ce qui signifie qu'ils ont une forte probabilité d'être victimes de préjudice, de victimisation ou de criminalité si leur situation est non traitée. La TMPR continue d'atténuer les situations à risque tout en respectant les droits des personnes à la vie privée, par un processus à plusieurs niveaux pour la divulgation des renseignements personnels. Environ 35 municipalités à l'échelle de la province ont depuis commencé à adopter ce modèle, après avoir constaté des résultats positifs dans d'autres villes.

Au-delà de 70 situations à risque ont été présentées à la table au cours des dix premiers mois de l'exploitation du service mettant en cause des particuliers et des familles. Le risque élevé a été atténué avec succès dans toutes les situations gérées par la table, environ 12 % des cas ayant toutefois été rejetés en raison d'un seuil de risque faible. À ce jour, les facteurs de risque prioritaires présentés ont eu trait à la santé mentale, aux toxicomanies, à la participation à des activités criminelles et à la victimisation, à l'art d'être parent, à l'influence négative des pairs et aux absences non autorisées.

« Selon notre expérience et nos bonnes pratiques à l'échelle de l'Ontario, une approche fondée sur le risque plutôt qu'à base d'incidents, dans le cadre d'une démarche de partenariat à l'échelle des secteurs, a démontré des résultats positifs chez les particuliers, les familles et, en bout de ligne, les collectivités d'Ottawa », selon l'agent Ryan McEachran, responsable du programme de la TMPR. « Il ne s'agit pas là de simples chiffres. Ce sont des personnes réelles, des tragédies réelles et des crises réelles évitées, notamment des suicides, des fugues, des arrestations, des mises en accusation et de multiples points de contact avec les organismes. »

Une évaluation est actuellement en cours pour examiner le processus de la TMPR et sa faisabilité à plus long terme. Par suite de l'évaluation, le SPO, de concert avec les partenaires de la TMPR, explorera la possibilité d'élargir les services à d'autres quartiers à risque.

La lettre d'entente entre la SLCO et le SPO définit leur partenariat



En juin 2015, la Société de logement communautaire d'Ottawa (SLCO) et le Service de police d'Ottawa (SPO) ont signé une lettre d'entente pour officialiser et alimenter un partenariat défini qui appuiera la mise en place de collectivités saines et sûres relevant de la SLCO.

La lettre d'entente établit un cadre pour les aspects suivants :

- la collaboration et la coordination entre le SPO et la SCLO sur la création et le maintien de collectivités saines et sûres relevant de la SCLO;
- l'échange opportun et exact de renseignements entre le SPO et la SCLO, au titre de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée (LAIMPVP);
- la participation des locataires comme partenaires actifs de la création de leurs collectivités.

Le principal objectif de la lettre d'entente est l'élaboration d'une approche stratégique et intentionnelle pour traiter des comportements criminels et asociaux chez les collectivités de la SCLO, grâce à la participation des locataires.

En vertu de l'entente, le SPO continuera d'avoir le pouvoir d'agir comme « agent du propriétaire » sur les terrains de la SLCO.



L'entente prévoit également le partage des renseignements et des services d'aide entre les deux organismes. Les deux parties sont liées par la LAIMPVP.

« Cette entente démontre l'importance du lien entre la SLCO et le SPO », a affirmé le maire d'Ottawa Jim Watson. « C'est un engagement officiel à mieux servir les locataires de la SLCO, et tous les citoyens de la Ville d'Ottawa, par une communication et une collaboration accrues entre la SLCO et le SPO. »

L'entente a été signée par le conseiller Mathieu Fleury, président du conseil d'administration de la Société de logement communautaire d'Ottawa; Stéphane Giguère, chef de la direction de la Société de logement communautaire d'Ottawa; le conseiller Eli El-Chantiry, président de la Commission de services policiers d'Ottawa; et Charles Bordeleau, chef de police chez le Service de police d'Ottawa. L'entente sera en vigueur pendant cinq ans.

La Police d'Ottawa crée un partenariat qui mène à une réduction du nombre de vols

Un piège tendu par la Police d'Ottawa visant le vol des recycleurs de métaux en 2013 a permis la création d'un partenariat communautaire qui a mené à une importante diminution du nombre de vols de métaux et à environ 4 millions \$ d'économies de coûts chez les entreprises locales d'Ottawa en 2014.

En décembre 2013, les enquêteurs du District est de la Police d'Ottawa ont appris le vol de plusieurs plaques d'égout à l'échelle de la Ville. Plusieurs suspects ont été identifiés, appréhendés, poursuivis et condamnés. Cependant, les cas de vol de plaques d'égout ont perduré. Même si les vols de cuivre étaient fréquents en Amérique du Nord, une enquête plus approfondie a révélé une tendance criminelle élargie touchant le vol de tous les types de métaux.

« Les enquêteurs d'Ottawa ont colligé des renseignements auprès de nombreuses sources et déterminé que les trois recycleurs locaux étaient directement impliqués dans la facilitation du versement de sommes d'argent pour les métaux

volés », a déclaré le sergent de la Police d'Ottawa Eric Beaurivage. « On a découvert que la gestion de ces installations avait un système de prévention de la criminalité piètre ou nul en place. Les responsables versaient essentiellement à toute personne qui leur les apportait de l'argent pour tous genres de métaux sans jamais leur poser de questions à propos de la provenance des métaux ou l'identité de la personne qui l'approvisionnait en matériaux. »

La Police d'Ottawa a proactivement rencontré les gestionnaires des trois installations de recyclage afin de les mobiliser et d'instaurer un plan d'action pour mettre en œuvre un programme de dissuasion des vols dans leurs installations. Des panneaux ont été apposés à des endroits stratégiques à l'extérieur de chaque installation et un registre détaillé mis en place et mis à jour pour y consigner l'identité des clients qu'ils servent.

Les signalements de vols de plaques d'égout chez la Ville et de chariots d'épicerie chez les entreprises d'Ottawa ont permis de surveiller l'impact des nouvelles mesures adoptées par les recycleurs. Les résultats ont été immédiats et positifs.

« En 2014, la Ville a observé une réduction impressionnante de 75 % des vols de plaques d'égout qui s'est traduite par des économies directes de 70 000 \$ », a soutenu Rick Trahan, superviseur de l'entretien des égouts à la Ville d'Ottawa.





UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ

RAPPORT ANNUEL 2015 | 12

« Les 12 Wal-Mart locaux ont noté une réduction de 75 % des vols de chariots d'épicerie », a rapporté Stephen Merils, agent de prévention des pertes pour l'Est de l'Ontario chez Wal-Mart Canada. « Wal-Mart de la promenade Trainyards a enregistré le vol de 400 chariots d'épicerie en 2013, ce qui représente une perte de 120 000 \$. Seuls 100 chariots ont été volés au magasin de la promenade Trainyards en 2014. Les chariots coûtent de 300 \$ à 500 \$ chacun. »

« Depuis la mise en œuvre du programme de prévention des vols de métaux, les vols de chariots et de métaux ont diminué à l'échelle de la Ville », a ajouté le sergent Eric Beurivage. « On espère que d'autres villes et recycleurs s'inspireront du modèle d'Ottawa pour aider à réduire tous les types de vols de métaux. Les résultats à ce jour en 2015 suivent la même tendance positive. »

La Police d'Ottawa est fière du travail accompli auprès des entreprises locales désireuses de changer et d'assumer des responsabilités éthiques au profit de la collectivité. Les installations de recyclage qui ont adopté les mesures antivols n'ont enregistré aucun impact financier négatif tangible.



La Semaine de la police

Vu que le thème de 2015 était « Découvrir les services policiers », le SPO a profité de la Semaine de la police pour promouvoir la profession des techniques policières et mettre en vitrine la diversité qu'une carrière en techniques policières peut offrir. Parmi les événements organisés aux quatre coins de la ville, on trouvait ce qui suit :

- des kiosques interactifs mettant en vitrine plusieurs sections et unités du SPO (p. ex., Escouade canine; Équipe tactique; Unité des services d'urgence; Section de l'identité judiciaire; Unité marine, de plongée et de sentiers; Substances chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives;
- Expositions liées aux Programmes de prévention de la criminalité au niveau de la collectivité (p. ex., Empreintes digitales des enfants, Inspections de sécurité dans les maisons, Surveillance de quartier);
- des renseignements à propos de quelques-uns de nos partenaires.

Vous pouvez visionner notre vidéo de la Semaine de la police actuellement utilisé comme outil didactique au Collège de police de l'Ontario sur le site ottawapolice.ca.





La Semaine de prévention du crime

La Semaine de prévention du crime s'est déroulée du 1er au 7 novembre 2015; le thème de cette année était « La sécurité personnelle ».

Les « Pistol Packin Piggies », les agents Caroline Gallant et Brad Rohrig, ont lancé la Semaine de prévention du crime par un barbecue primé le 2 novembre 2015, au 474, rue Elgin. Le soutien de la collectivité, et les fonds amassés grâce aux médias et aux membres du SPO, profiteront à Centraide.

Tout au long de la semaine, officiers et bénévoles ont mis l'accent sur la sensibilisation du public et la diminution de la susceptibilité au crime dans les maisons, dans les voitures, à bord des transports publics, au travail et dans les lieux publics. Les 25 événements aux quatre coins de la ville ont suscité la participation de tous les groupes d'âges, certains ciblant les jeunes et les aînés, d'autres promouvant Échec au crime, le Programme de logements multiples sans criminalité (PLMSC), Objets de valeur retirés (OVR) et la distribution de renseignements sur la prévention de la criminalité. Les détails des divers événements ont été retransmis sur Twitter tout au long de la semaine et un complément d'information a été ajouté au ottawapolice.ca.

LES PRIX DE POLICE COMMUNAUTAIRE

Il est important de reconnaître les personnes qui ont fait preuve de dévouement et d'engagement envers notre Service et la collectivité.

Toutes les personnes suivantes ont été reconnues pour une contribution qu'elles ont apportée à notre collectivité durant la dernière année.

Visitez ottawapolice.ca pour lire leurs récits!

La bourse d'études Thomas G. Flanagan, É.C. Latoya Chevannes

L'ancienne Commission de services policiers d'Ottawa a instauré la bourse d'études Thomas G. Flanagan afin d'aider les femmes racisées et autochtones qui se sont dites intéressées à faire carrière en techniques policières. Les fonds de la bourse d'études proviennent d'une dotation mise sur pied après la retraite, en 1993, du défunt chef de police d'Ottawa Thomas G. Flanagan, en reconnaissance de sa carrière accomplie en techniques policières. Depuis 1993, ce prix est remis chaque année à des femmes qui poursuivent des études postsecondaires dans un domaine lié au droit.

La lauréate de cette année est Mme Latoya Chevannes.





Mme Chevannes est une femme racisée, d'origine jamaïcaine, qui est née et qui a grandi à Ottawa. Elle vient juste de terminer ses études au Collège Algonquin, dans le programme de fondements policiers.

Elle prévoit continuer ses études en Criminologie à l'une de nos universités locales. Dans ses temps libres, elle travaille à temps partiel et fait également don d'innombrables heures de bénévolat auprès de nombreux organismes tels que le Camp Christie pour enfants, l'Hôpital Saint-Vincent, le Festival de jazz d'Ottawa et, actuellement, le Club des garçons et des filles.

Elle vise l'obtention des certifications et des compétences qui lui permettront de réaliser son rêve de travailler auprès du SPO dans un très proche avenir.

LE BÉNÉVOLAT ET LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Tous les ans, le SPO reconnaît le temps et les talents de nos plus de 300 bénévoles. Nous les reconnaissons et les célébrons par un événement qui a lieu à la fin de la Semaine nationale des bénévoles organisée en avril de chaque année. Nos bénévoles nous tiennent ancrés dans les collectivités grâce au grand nombre d'entre eux qui travaillent au sein de nos centres de police communautaire.



Nos bénévoles participent à divers événements tout au long de l'année, notamment la Semaine de la police, le Pique-nique des Oursons, les Salons communautaires, le Service commémoratif annuel et le Bal de neige.

Quelques chiffres au sujet des bénévoles du SPO :

- l'âge de nos bénévoles varie entre 14 et 86 ans;
- nos bénévoles comptent environ 44 ans de service à nos côtés;
- 165 bénévoles sont auprès de nous depuis cinq ans ou plus;
- 15 nouveaux membres se sont joints au programme des Aventuriers en 2015.



La photo est une courtoisie du Centre Wabano de santé autochtone, Facebook.com

La 15e édition annuelle de la Flottille de l'amitié

Le 8 juillet 2015, l'édition annuelle de la Flottille de l'amitié sera la 15^e fois où jeunes Autochtones et services de police régionaux auront pagayé pour l'amitié.

Cet événement annuel offre une occasion extraordinaire de mobilisation de la collectivité et de renforcement des liens auprès des jeunes. Pour l'événement, un agent de police fait équipe avec un jeune Autochtone pour une flottille en canoë du lac Dow aux écluses du Château Laurier, puis le long de la rivière des Outaouais jusqu'à l'île Victoria pour un festin.



La Police d'Ottawa remet des troussees de soins à ceux qui sont libérés du bloc cellulaire

Après avoir recueilli plus de 4 000 sacs à main remplis de produits essentiels quotidiens pour femmes, le Service de police d'Ottawa a offert les produits restants aux femmes et aux hommes libérés de son bloc cellulaire.

Ces produits essentiels, y compris des bas, des gants, du dentifrice, des brosses à dents et d'autres produits d'hygiène de base, ont été recueillis dans le cadre du Projet des sacs à main – une initiative offrant aux femmes nécessiteuses des produits d'hygiène féminine. Les produits restants ont été emballés dans des sacs de voyage et remis à quiconque est libéré du bloc cellulaire.

L'agent Sylvie Reaney, l'une des organisatrices du Projet des sacs à main, y voit une occasion d'aider les ex-détenus à quitter avec les produits essentiels nécessaires à un tout nouveau départ.

« Je crois que cela montre que nous avons de la compassion et de l'empathie », affirme-t-elle.

L'agent Reaney espère que « ce beau geste » facilitera la réinsertion de ces hommes et femmes au sein de la collectivité d'Ottawa.





La Police d'Ottawa amasse 85 000 \$ pour des organismes de bienfaisance locaux durant le Gala annuel

Le 25 janvier 2016, le chef Charles Bordeleau a remis deux chèques totalisant 42 500 \$ respectivement à la *Banque d'alimentation d'Ottawa* et à *L'Échange Cœur et Partage* lors de l'assemblée de la Commission de services policiers d'Ottawa. Les chèques représentent le total des fonds amassés à la sixième édition annuelle du Gala de la Police organisé le 7 novembre au Centre Shaw.

La Police d'Ottawa organise le Gala depuis 2010 et a amassé 545 000 \$ à ce jour.

« Chaque année notre Service a bien hâte au Gala de la Police d'Ottawa », a déclaré le chef de la Police d'Ottawa Charles Bordeleau. « C'est une soirée qui célèbre notre service de police et notre collectivité, et elle a un impact qui se prolonge au-delà de l'événement en soi, grâce aux fonds que nous amassons pour les organismes de bienfaisance locaux qui offrent des services et des programmes très convoités à notre collectivité. »

Le SPO tient à remercier les commanditaires du Gala de cette année pour leur engagement et leur leadership, surtout les deux commanditaires platine TELUS (telus.com) et The Barley Mow (barleymow.com).

La septième édition annuelle du Gala de la Police aura lieu le samedi 5 novembre 2016, au Centre Shaw Centre. Les billets pour cet événement seront mis en vente au printemps.

Courir un marathon

Chaque année, des milliers de coureurs convergent vers notre magnifique ville pour participer au week-end de la course de Tamarack. L'an dernier, 49 000 coureurs ont pris part aux diverses courses et des milliers d'autres ont afflué pour les encourager.

« La sécurité est notre priorité numéro 1 et, en tant que votre chef, je peux vous dire que je suis très fier du travail accompli par beaucoup d'entre vous pour préparer la venue et la tenue de l'événement. »

Le directeur de la course John Halvorsen a dit à quel point il était impressionné par le professionnalisme et le soutien exprimés chaque année par nos membres. À la ligne de départ du semi-marathon, le fondateur de Running Room John Stanton a félicité le Service de police d'Ottawa pour le travail que nous accomplissons chaque jour pour assurer la sécurité.

Il y a beaucoup de membres du SPO qui consentent des efforts en coulisses pour faire du week-end de la course un franc succès chez les spectateurs, les bénévoles et les coureurs. Certains d'entre eux comprennent la Planification, les Opérations, les Services rémunérés, la Circulation, les Auxiliaires, les Agents spéciaux, les Officiers d'état-major et notre Centre des communications.





LE COMITÉ DE LIAISON GLBT



Le travail communautaire de prévention du crime constitue l'assise du Comité de liaison GLBT, qui se réunit périodiquement depuis 1991. Le Comité de liaison, l'un des premiers du genre au Canada, est composé de représentants de la collectivité, de la police et du système de justice pénale et il est ouvert à quiconque souhaite y participer. Il est coprésidé par des représentants communautaires et policiers.

Il y a eu trois grands événements GLBT en 2015 : le Petit-déjeuner de crêpes annuel, le Défilé de la fierté d'Ottawa et le Carrefour de l'information. Par le passé, les communautés GLBT et la police ont vécu des tensions. Nous avons parcouru beaucoup de chemin pour ce qui est de combler cet écart, en continuant de bâtir la confiance mutuelle et de resserrer les liens.

Pour commémorer le 30^e anniversaire de la Fierté dans la capitale à Ottawa, la Section de Diversité et relations interraciales a aménagé et apposé des décalques sur une toute nouvelle voiture de police banalisée aux couleurs de l'arc-en-ciel de la fierté. La voiture a été dévoilée lors du Petit-déjeuner de crêpes, en plus de participer au Défilé de la fierté GLBT. Cette initiative était primordiale car elle venait montrer l'engagement du SPO envers la communauté tout en célébrant ce jalon très important.

Les ateliers trimestriels Parlons-en ont également fait leur entrée parmi les activités au programme. Ils permettaient à DRI et au Comité de liaison de se présenter à la communauté pour discuter des sujets de préoccupation avec les membres de la communauté GLBT d'Ottawa.

L'édition annuelle du Carrefour de l'information s'attaquait au thème des réfugiés GLBT, qui est une tendance émergente à Ottawa. En entendant de la bouche d'un avocat spécialisé dans les cas de réfugiés et d'un travailleur de première ligne du Centre de santé communautaire du centre-ville, qui exploite un programme spécial pour réfugiés GLBT, les participants ont appris les défis particuliers auxquels sont confrontés les réfugiés GLBT à Ottawa, ainsi que les perceptions qu'ils peuvent avoir à l'égard des personnes en position d'autorité – notamment un policier.

LES RÉFUGIÉS SYRIENS



DRI a été invitée à appuyer le maire et les autres organismes à bien installer et intégrer les réfugiés syriens. DRI a participé à la Table ronde du maire sur les dossiers de réfugiés syriens, qui réunissait les membres du Comité d'intervention policier et communautaire (CIPC), et la section a souvent visité les réfugiés syriens depuis leur arrivée en décembre. DRI continue de les visiter, tout en leur offrant des exposés, en harmonie avec le Service des incendies d'Ottawa et le Service des paramédics d'Ottawa. DRI espère que ces activités de mobilisation hâtive aideront à bâtir un climat de confiance et à tisser des liens positifs entre le SPO et cette communauté de nouveaux arrivants.



UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ

RAPPORT ANNUEL 2015 | 18

LE DÎNER DE L'IFTAR

Le Ramadan est une fête sainte qui se déroule le neuvième mois de l'année du calendrier islamique. C'est un mois sacré pour les Musulmans vu qu'il représente un moment de jeûne, de charité, de prière et d'unité. Durant ce mois, les Musulmans s'abstiennent de manger et de boire du lever du soleil jusqu'à la tombée du jour, afin de se sentir connectés à Dieu.

Le 6 juillet 2015, la DRI a co-organisé un dîner de l'Iftar, de concert avec l'Institut pour un dialogue interculturel. L'institut profite de cette occasion pour participer à un dialogue et à un petit-déjeuner avec les dirigeants des différentes communautés religieuses et culturelles. La rencontre permet également de faire connaître et comprendre l'Islam et les pratiques musulmanes, particulièrement en ce qui a trait au « jeûne ». Le dîner a été un franc succès et est devenu un événement annuel.

LA CONFÉRENCE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE



La DRI faisait partie du comité directeur qui a chapeauté le 5e Congrès annuel sur l'impact de la violence familiale organisé par le Réseau de la communauté sud-asiatique, en

- partenariat avec le SPO, la chaîne CBC, la radio Mirch Masala d'Ottawa et le Conseil des femmes musulmanes du Canada. La section a assisté au congrès, qui a eu lieu les 13 et 14 mai à l'Université d'Ottawa. On y a notamment traité de la violence présentée comme un « crime d'honneur » et du mariage forcé.

LE DÉVOILEMENT DE L'EXTRÉMISME ET SON IMPACT SUR LE FORUM SUR L'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRE

Un forum sur l'apprentissage, composé d'agents et de fournisseurs de services, a été organisé par la Section du développement communautaire (SDC) et la Coalition des centres de santé et de ressources communautaires d'Ottawa.

Échelonné sur une journée entière, le forum a eu lieu le 11 juin 2015, a accueilli 89 participants et a offert la possibilité d'en apprendre davantage sur les défis liés à l'extrémisme et à la radicalisation. Il a aussi permis aux participants de prendre part à une discussion franche sur les façons dont la collectivité et la police peuvent collaborer afin d'améliorer leur connaissance et leur compréhension des rapports mutuels.

Le forum a aidé à faire connaître plusieurs sujets, y compris :

- les mythes et les fausses croyances à propos de l'extrémisme et de la radicalisation;
- l'islamophobie et les droits de la personne;
- l'extrémisme dans le contexte des stratégies de prévention du crime;
- les récits de personnes réelles qui ont fait les frais d'un extrémisme violent.

Par suite du forum, environ 63 % des participants ont affirmé qu'ils comprenaient mieux l'impact de la radicalisation sur la collectivité et le rôle des services policiers communautaires sur la lutte contre le terrorisme.



Les incidents critiques et les situations critiques

La DRI a réagi à des incidents haineux à l'endroit des communautés musulmanes d'Ottawa. Cela comprenait un suivi auprès des membres des communautés qui avaient signalé des incidents au SPO. Un grand nombre d'incidents ont été portés à l'attention de la section en octobre, durant la période précédant l'Élection fédérale, par un représentant des communautés musulmanes du CIPC. La section a collaboré avec le Conseil national des musulmans canadiens (CNMC) pour porter la question à l'attention des médias grands publics afin d'encourager davantage de personnes à signaler les situations comme celle-ci. Plusieurs demandes d'entrevues dans les médias ont été comblées.

La section a assisté à un certain nombre d'événements au sein de la communauté musulmane majoritairement sunnite d'Ottawa, notamment : le dîner interconfessionnel de l'Iftar du mois du Ramadan de l'Institut pour un dialogue interculturel; la célébration de l'Eid de l'Association musulmane du Canada (AMC); la célébration de l'Eid de la Communauté musulmane de Nepean-Sud (CMNS); le festival de l'amitié de l'Organisation des femmes musulmanes d'Ottawa (OFMO); le gala de l'Académie pour donner espoir aux Somaliens; et le dîner de collecte de fonds du Projet de soutien aux jeunes Somaliens. La DRI a offert une présentation sur les services policiers communautaires à la mosquée Masjid Al Taqwa dans Côte-de-Sable. La DRI a participé à un rassemblement pour la paix, de lutte contre l'extrémisme, organisé par le CNMC.

La DRI a assisté aux événements au sein de la communauté musulmane Twelver Shia, notamment la célébration du Nowruz du Centre culturel Jaffari canadien et l'activité de collecte de fonds communautaire du Centre Ahlul Bayt. La section a également assisté à la célébration de l'Eid des Musulmans universalistes, visant à créer un lieu sûr où les Musulmans GLBT d'Ottawa peuvent se rassembler.

En outre, la DRI a appuyé la Communauté musulmane Ahmadiyya après que sa mosquée a été vandalisée. Cette communauté est confrontée à une grave persécution religieuse dans les pays majoritairement musulmans, et n'est pas reconnue comme musulmane par beaucoup de Canadiens musulmans. Cela signifie que, lorsqu'elle a vécu cet incident haineux, elle n'a pu se tourner vers les autres membres de la communauté musulmane pour du soutien. Grâce aux bons rapports entre le CNMC et la DRI, nous avons pu mettre en lien l'imam de la Communauté musulmane Ahmadiyya et cette organisation, avec la garantie que celle-ci serait traitée de manière équitable par cette communauté, ce qui a mené à une nouvelle relation de travail.

PROGRAMMES DE VOISINAGE

Surveillance de quartier

En 2015, la surveillance de quartier a commencé à se concentrer davantage sur l'aspect communautaire du Comité exécutif de surveillance de quartier (ONWEC). L'année écoulée a vu de nombreux nouveaux membres nommés à l'ONWEC.

L'ONWEC fonctionne maintenant avec plus de membres de la communauté que par les années précédentes, soutenant la philosophie, « entraide entre voisins ».

Il y avait 183 surveillances avec 11 372 membres en fin d'année, ce qui reflète la croissance, même après une réévaluation approfondie des surveillances actives. Les surveillances sont en hausse de 7,6 % et l'adhésion est en hausse de 6,4 %.





UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ

RAPPORT ANNUEL 2015 | 20

Échec au crime



Environ 3 900 dénonciations dans le cadre du programme Échec au crime ont été reçues en 2015, ce qui représente une diminution de 4 % par rapport à l'année précédente, avec 11 340 \$ de récompenses ayant été approuvés. Malgré la légère baisse du volume d'appels, la qualité des

renseignements fournis s'est avérée très fiable, ce qui a quasiment doublé la somme des récompenses et le nombre d'accusations pénales / arrestations comparativement à 2014. Les véhicules signalés volés mais recouverts ont accaparé la majeure partie des 81 123 \$ au total en biens récupérés. Les 179 389 \$ (valeur de revente) de stupéfiants saisis comprenaient deux saisies de cultures et de nombreuses arrestations pour drogues.

Le site a reçu environ 15 000 visites par mois, soit une augmentation de 2 000 à partir de 2014. Les médias sociaux ont continué de jouer un rôle important dans la promotion des affaires très visibles et non résolues; neuf affichages sur Facebook ont obtenu plus de 1 000 résultats en 24 heures, et le nombre d'adeptes Twitter a augmenté de 10 %, 1 650 personnes ayant reçu les gazouillis d'Échec au crime.

L'an dernier marquait un jalon du parcours d'Échec au crime, qui célébrait ses 30 ans à Ottawa. Janvier, le Mois d'Échec au crime, a porté sur le thème « Échec au crime, un outil impératif », réitérant la nécessité d'appuyer et de préserver cet outil fiable et important de lutte contre le crime dans notre société numérique, une où l'information est partagée virtuellement et instantanément avec toute la planète. Il y a eu huit lieux de présentation à l'échelle de la ville pour sensibiliser le public, ainsi que de nombreuses entrevues auprès des médias, y compris la télévision Rogers, la radio et la presse écrite.

Un partenariat avec la Coalition nationale contre le tabac de contrebande a débuté en 2015 et elle a produit une carte postale à distribuer, pour soulever l'attention sur cet enjeu. La nouvelle tente des événements a beaucoup servi à rehausser le profil d'Échec au crime lors des événements communautaires et des barbecues dans Ottawa-Ouest, Vanier et Ottawa-Sud. Les bénévoles ont été munis de chemises et de vestes à l'effigie du programme, ce qui les a rendus très visibles lors des événements de cette année. Les nombreux forums courus ont été organisés par les conseillers de quartier Mark Taylor, Mathieu Fleury et Tim Tierney, qui ont abordé la question de la violence attribuable aux armes à feu et aux bandes de rue.

Échec au crime

	2015	Du début du programme en mars 1985 à ce jour
Arrestations	74	4 779
Affaires pénales dispensées	45	5 117
Accusations pénales	291	8 691
Biens récupérés	81 123 \$	11 852 740 \$
Stupéfiants saisis	179 389 \$	80 590 955 \$
Divers (crimes d'incendie, fraudes)	20 000	1 662 353 \$
Armes récupérées	15	447
Appels	3 900	50 614
Récompenses approuvées	11 340 \$	785 815 \$



UN PAN DE NOTRE COLLECTIVITÉ

RAPPORT ANNUEL 2015 | 21

Des exposés ont été présentés pour éduquer les travailleurs de première ligne, bénévoles et infirmiers, qui travaillent pour la Coalition outaouaise pour en finir avec la traite de personnes.

La participation aux événements organisés sur le campus et offrant des exposés aux étudiants les ont sensibilisés aux signalements anonymes et ont raffermi le partenariat avec le Collège Algonquin, l'Université d'Ottawa et l'Université Carleton. Le journal du campus du Collège Algonquin a souligné les nouvelles policières, qui ont également été présentées à la télévision du campus. Il y a eu 100 engagements aux quatre coins de la ville, y compris huit salons communautaires et cinq défilés promouvant Échec au crime.

Le Programme de logements multiples sans criminalité (PLMSC)

Le PLMSC compte actuellement 12 sociétés de gestion / propriétaires participant au programme, pour un total de 144 propriétés et 18 174 unités. Cela représente 26,8 % des 67 616 unités locatives disponibles dans la ville d'Ottawa.

Les sociétés de gestion / propriétaires se prêtent à une entrevue initiale auprès des locataires éventuels pour dépister les candidats qui ont déjà été condamnés et qui se trouvent sur la « liste des

personnes prosrites pour infractions à leur résidence » du PLMSC, ce qui comprend des infractions de violence, du trafic de stupéfiants et des délits contre les personnes et les biens.

Les locataires éventuels choisissent souvent de s'auto-éliminer à l'étape « entrevue » du processus de demande d'une unité locative, après avoir été informés des exigences de vérification des antécédents judiciaires du PLMSC. Les candidats qui déclarent leur intention d'aller de l'avant doivent achever avec succès la vérification judiciaire du PLMSC.

L'an dernier, on a apporté quelques modifications au PLMSC, notamment :

- une augmentation générale de 158 unités PLMSC par rapport à l'année précédente;
- la vérification de 144 propriétés durant la journée et de nouveau durant la soirée, pour satisfaire aux exigences du programme.

Les membres auxiliaires du SPO ont obtenu une mise à jour de leur formation sur les exigences de revérification du programme Prévention du crime par l'aménagement du milieu (PCAM) et participé à la revérification annuelle de six propriétés.





NOS MEMBRES



NOS MEMBRES

RAPPORT ANNUEL 2015 | 23

NOS MEMBRES NOS MEMBRES SONT NOTRE PLUS GRAND ATOUT



Les employés du Service de police d'Ottawa (SPO) servent la communauté pendant leur service ainsi que lorsqu'ils ont quitté le travail. Ce sont les entraîneurs, les parents, les membres du conseil d'administration et les jeunes mentors pour en nommer que quelques-uns.

Le chef de police a la possibilité d'honorer certains de nos membres qui ont fait plus que leur part pour sauver la vie de quelqu'un ou démarrer une initiative qui aurait un impact sur des milliers de personnes.

Mentions élogieuses du Chef de la police attribuées en 2015.

L'agent Carrie Archibald

Pour avoir démontré le plus haut niveau de la norme de conduite de la police ou de l'humanitarisme lors d'une seule opération, d'un incident ou d'une enquête où il y avait un risque élevé ou une exposition à un danger immédiat ou anticipé.

En septembre 2014, le Centre canadien de protection de l'enfance a communiqué avec le Service de police d'Ottawa pour des problèmes de sécurité concernant trois enfants canadiens qui étaient sévèrement maltraités alors qu'ils vivaient avec leur père en Arabie Saoudite.

Faisant face à la difficulté d'une enquête à distance, l'agent Archibald a travaillé avec des organismes communautaires et l'ambassade du Canada en Arabie Saoudite et a persévéré dans son action malgré les nombreux obstacles. Elle a communiqué avec les enfants et a participé à des conférences téléphoniques nocturnes. Le 8 janvier, 2015, les trois enfants ont été réunis avec leur famille à Ottawa.

L'agent Archibald a démontré de la compassion, un travail de police hors du commun et un dévouement exceptionnels tout au long de l'enquête. Ses actions ont assuré la sécurité de ces enfants.

L'agent Jean Begin

Pour avoir démontré au cours d'une seule enquête, opération de police ou un incident, des compétences exceptionnelles, un bon jugement, du dévouement et de l'intégrité dans l'exercice de ses fonctions.

Le 21 août 2014, l'agent Jean Begin a répondu à un appel sur le pont du chemin Cyrville signalant un homme suicidaire sur le point de sauter sur la route transcanadienne Queensway.

Alors que l'agent Begin arrivait, il a constaté que l'homme était sur le rebord externe de la rampe avec ses pieds dans le vide. Comprenant que l'homme était sur le point de sauter, l'agent Begin a risqué sa propre vie en se penchant sur la balustrade, se saisissant de l'homme il l'a renversé sur le pont et a pu l'appréhender sans blessures.

L'agent Begin a fait preuve d'une compétence exceptionnelle, de jugement et de dévouement en mettant sa propre vie en danger pour sauver la vie d'un jeune homme.



Agents Jamie Desormeaux & Christian Destrempe

Pour avoir démontré le plus haut niveau de la norme de conduite de la police ou de l'humanitarisme lors d'une seule opération, d'un incident ou d'une enquête où il y avait un risque élevé ou une exposition à un danger immédiat ou anticipé.

Le 24 juin 2015, les agents Jamie Desormeaux et Christian Destrempe ont répondu à un rapport de résidents qui appelaient la police dans le secteur de l'avenue Mann et la route Range. Alors que les policiers arrivaient dans le secteur, ils ont été dirigés vers la rive ouest de la rivière Rideau.

Les agents ont observé un homme dans l'eau qui était en détresse et qui criait à l'aide. L'homme était considéré comme le suspect dans une affaire d'homicide à London; il avait été déjà impliqué dans une poursuite de véhicule qui avait blessé un autre officier du SPO.

Les deux officiers ont enlevé leurs armures et leurs ceintures et ils sont entrés dans la rivière pour tenter de sauver l'homme. Juste avant que les agents puissent l'atteindre, il est allé sous l'eau et n'a pas refait surface. Les deux officiers sont restés dans l'eau pendant 20 minutes et ils ont plongé sous les eaux plusieurs fois pour le trouver, mais en vain. Ils ont courageusement risqué leur vie en essayant de sauver un suspect dangereux.

Sergent Denis Hull

Pour l'élaboration d'une méthode ou d'un programme qui a un effet important sur le fonctionnement du service.

En 2014, le sergent Denis Hull a développé et mis en œuvre la campagne de distraction au volant Leave the Phone Alone pour faire face au nombre croissant de collisions, de blessures et de décès découlant de textos au volant, en particulier chez les jeunes conducteurs.

Le sergent Hull a préparé une nouvelle approche pour résoudre ce problème grâce à des partenariats, l'éducation, la sensibilisation et l'application. En particulier, la composante éducative enseigne aux nouveaux conducteurs les dangers de la distraction au volant. Il a créé du matériel pédagogique appropriés aux âges pour les élèves de l'école élémentaire au post secondaire pour les empêcher de prendre l'habitude d'utiliser leur téléphone pendant la conduite.

Le sergent Hull a amené de nombreux partenaires corporatifs à bord, y compris les médias, afin de maximiser le message. Le plan composé de quatre piliers uniques a remporté un grand succès; si bien que l'Association des chefs de police de l'Ontario est devenue commanditaire dans la promotion de cette campagne primée partout en Ontario.

Le sergent Hull est félicité pour ses efforts inlassables et son ingéniosité à changer la mentalité culturelle des automobilistes.

Agent Robert McNaughton

Pour avoir démontré le plus haut niveau de la norme de conduite de la police ou de l'humanitarisme lors d'une seule opération, d'un incident ou d'une enquête où il y avait un risque élevé ou une exposition à un danger immédiat ou anticipé.

Le 21 août 2015, l'agent Robert McNaughton conduisait sur la promenade Terry Fox à Kanata. Comme il arrivait à l'intersection à Maple Grove, un enfant autiste de huit ans s'est précipité à l'intersection. L'agent McNaughton, a freiné et a arrêté son camion puis il est sorti du véhicule.

Le garçon autiste a continué à courir pour traverser l'intersection très achalandée alors qu'au nord et au sud le feu était passé au vert.



NOS MEMBRES

RAPPORT ANNUEL 2015 | 25

Beaucoup d'automobilistes ne voyaient pas le garçon et l'agent McNaughton l'a protégé, alors qu'il continuait à courir entre les voitures et il alertait les autres automobilistes. Après être arrivé à proximité de l'enfant, l'agent McNaughton l'a emmené hors de la chaussée et l'a mis en sécurité.

Les actions désintéressées de l'agent McNaughton ont assuré la sécurité de l'enfant et ont empêché une tragédie.

Michael Ross

Pour avoir démontré au cours d'une seule enquête, opération de police ou un incident, des compétences exceptionnelles, un bon jugement, du dévouement et de l'intégrité dans l'exercice de ses fonctions.

Juste après minuit, le 11 septembre 2015, M. Michael Ross participait à une co-patrouille avec l'agent Andrew Goodall au cours d'une patrouille de routine au marché Byward.

Au cours de leur patrouille dans le marché, un homme est sorti en face de leur croiseur marqué et il est devenu agressif. L'homme a ensuite agressé l'agent Goodall, faisant tomber sa radio et il a pris possession de l'asp de l'officier pour le menacer.

M. Ross est revenu rapidement à la voiture de police marquée et il a diffusé un appel à l'aide à la radio. Les agents ont répondu à la scène et ont ensuite arrêté le suspect.

Michael Ross a fait preuve d'un jugement exceptionnel et à la suite de ses actions, les agents ont été en mesure d'aider à l'arrestation et l'incident n'a pas dégénéré davantage.

Le lauréat du Prix du professionnel en application de la loi : le sergent d'état-major David Zackrias



Le sergent d'état-major de la Police d'Ottawa David Zackrias est d'avis que les meilleures collectivités sont inclusives. Grâce à son travail au sein de la Section de la diversité et des relations interraciales, il s'est employé sans relâche à ériger des ponts et à éduquer les résidents de toutes origines. Il est connu pour sa capacité de rallier les divers groupes afin de traiter la criminalité et le désordre touchant leurs communautés.

Au cours des deux dernières années, il a travaillé en étroite collaboration avec les dirigeants confessionnels d'Ottawa à la question de la lutte contre la radicalisation. Au moment où la ville se remettait des fusillades sur la Colline du Parlement, le sergent d'état-major Zackrias apportait un message d'espoir aux mosquées de la ville et resserrait les liens avec la communauté musulmane. Il est passionné à propos des relations entre la collectivité et la police et il est convaincu qu'en travaillant ensemble, nous pouvons bâtir une ville meilleure. Professionnel, persistant et non hésitant devant les questions épineuses, il a adopté une approche très active pour promouvoir la confiance, favoriser l'adaptation aux diverses cultures et éliminer les obstacles.



NOS MEMBRES

RAPPORT ANNUEL 2015 | 26

La Médaille canadienne du maintien de la paix



The Ottawa Sun

Le prestigieux Prix Nobel de la paix a été attribué à toutes les Forces de maintien de la paix de l'ONU en 1988 en reconnaissance de leurs efforts collectifs à la cause de la paix. Cela a inspiré la création de la Médaille canadienne du maintien de la paix qui reconnaît la contribution unique à la paix que les Forces de maintien de la paix canadiennes ont apportée depuis 1947. En 2015, les agents du SPO Garth Faubert et Jacky Lord ont reçu l'honorable médaille.

L'agent Fraser Potts a mérité la Médaille de la bravoure

Le 1er mai 2015, Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada, a remis à l'agent Fraser Potts la Médaille de la bravoure. Créées en 1972, les Décorations de la bravoure reconnaissent les personnes qui ont risqué leur vie pour essayer de sauver ou de protéger la vie des autres.



Sgt Ronald Duchesne, Rideau Hall ©OSGG, 2015.

Le 10 mai 2013, l'agent Fraser Potts, qui relevait de la GRC à l'époque, a rescapé une femme qui était en danger de noyade dans la rivière Fairford, à Gypsumville (Manitoba). La femme avait intentionnellement dépassé le quai et plongé dans la rivière avec son véhicule, qui était sortie de son lit en raison du ruissellement printanier. Elle a réussi à s'extirper de la voiture mais a été emportée par le fort courant. L'agent Potts a nagé jusqu'à elle et, malgré la difficulté à bouger ses membres dans l'eau glacée, il est parvenu à la coller contre lui jusqu'à la rive où ils ont monté à bord d'une embarcation de sauvetage.

Félicitations à l'agent Potts pour sa bravoure et son sens du devoir.

Trois agents de la Police d'Ottawa décorés de l'Ordre du mérite des forces policières



Sgt Ronald Duchesne, Rideau Hall ©OSGG, 2015.

Le 16 septembre, trois de nos membres ont été acceptés comme membres de l'Ordre du mérite (MOM) – le sergent d'état-major Rob Bernier, le sergent d'état-major Isobel Granger et l'inspecteur Chris Renwick ont été reconnus par Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada, au cours d'une cérémonie qui a eu lieu à Rideau Hall.

L'Ordre du mérite des forces policières a été créé en 2000 pour reconnaître le mérite manifeste et le service exceptionnel des membres et des employés des forces policières canadiennes dont les contributions dépassent la simple protection de la collectivité



Un agent désamorce une situation dangereuse impliquant un homme affolé et armé

En décembre 2015, un agent de la Police d'Ottawa a pu désamorcer un appel de santé mentale impliquant un homme armé.

L'agent a été dépêché vers une résidence d'Ottawa-Ouest après que le service 9-1-1 a reçu un appel à propos d'un homme poignardé.

Une fois sur les lieux, l'agent s'est retrouvé confronté à un homme armé d'un couteau. L'homme s'était infligé des blessures.

L'agent a dégainé son arme à feu et instruit l'homme de jeter le couteau par terre, mais l'homme a refusé d'obtempérer. À un moment donné, l'homme a effectué de larges gestes avec sa main et dit à l'agent « Fais-le, fais-le ». L'homme a également pointé le couteau en direction de l'agent et commencé à grogner en le provoquant.

Conformément à la formation qu'il avait reçue, l'agent a continué de parler avec l'homme dans une tentative de désamorcer l'incident.

Éventuellement, l'homme a obtempéré, laissé tomber le couteau et accepté d'être arrêté sans autre incident, puis a été transporté à l'hôpital.

« Nos membres sont confrontés à des circonstances dangereuses et difficiles chaque jour et, souvent, se retrouvent face à une menace », a affirmé le chef de la Police d'Ottawa Charles Bordeleau. « Ce n'est là qu'un exemple de la façon dont la formation et l'expérience contribuent à assurer notre sécurité collective. »

Une course mémorable

Dix agents de la Police d'Ottawa se sont joints à environ 300 officiers de partout au pays pour une « course mémorable » de trois jours dans le cadre de la Course commémorative des agents de la paix nationaux du 24 au 26 septembre 2015.

La « course mémorable » est un relais de 460 km qui traverse de nombreuses collectivités entre le départ au Monument commémoratif de la Police de l'Ontario à Toronto et l'arrivée au Monument commémoratif national sur la Colline du Parlement à Ottawa.

Non seulement la course sensibilise la population au Service commémoratif, mais elle offre également aux agents de la paix et aux citoyens le long du circuit la possibilité de participer à leur manière, lorsqu'ils ne peuvent assister au Service commémoratif réel le dernier dimanche de septembre sur la Colline du Parlement.





Initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes

L'initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSP) est un programme d'emploi auprès du SPO pour les jeunes âgés de 15 à 18 ans qui fréquentent un programme d'études secondaires. L'objectif de l'IETSP est d'offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir des compétences professionnelles par des travaux variés, éducatifs et productifs, tout en améliorant les liens entre la police et la collectivité. Le programme s'adresse aux jeunes intéressés ayant un potentiel de leadership, y compris ceux qui peuvent éprouver des entraves à la réussite et qui auraient avantage à se prévaloir de cette possibilité unique.

En 2015, le programme a embauché des étudiants pour deux sessions distinctes – une qui s'est échelonnée de janvier à mai et une qui s'est échelonnée de juillet à août. Les étudiants de la session d'hiver ont travaillé en moyenne 12 heures par semaine durant cinq mois pour s'acquitter de leurs engagements scolaires, tandis que ceux de la session d'été ont travaillé 35 heures par semaine durant deux mois.

Entre les deux sessions, le SPO a employé au total 64 étudiants et leur a offert des stages dans diverses sections, dont le CIPC, les Finances, les Centres de police communautaire, la Fraude, l'Unité marine, de plongée et de sentiers, les Ressources humaines, les Dossiers, le Programme de logements multiples sans criminalité, l'Accès à l'information, le Centre de perfectionnement professionnel et le Développement communautaire.

Des stages ont également eu lieu auprès du Club des garçons et des filles d'Ottawa, du YM-YWCA, des Centres de santé et de ressources communautaires et du Village pour enfants. En plus

de leurs stages, les étudiants de l'IETSP ont profité de possibilités de formation (p. ex., Les principes High Five du sain développement de l'enfant, le Règlement des différends, les Premiers soins / la RCR), en plus de recevoir des exposés sur divers thèmes, notamment l'Identification judiciaire, les Polygraphes, l'Équipe tactique, les Explosifs, l'Escouade canine, Échec au crime, le Centre de perfectionnement professionnel et l'Unité marine, de plongée et de sentiers. Ils ont également participé à des activités de constitution d'équipes et aidé lors d'un certain nombre d'événements extraordinaires tels que le nettoyage des graffitis, une collecte de fonds d'Habitat pour l'humanité et des ventes de pâtisseries afin d'amasser des fonds pour d'importantes causes.

Au total, plus de 750 jeunes locaux ont franchi les portes du programme de l'IETSP depuis la toute première session à l'été 2007.





NOS MEMBRES

RAPPORT ANNUEL 2015 | 29

LA SANTÉ ET LE MIEUX-ÊTRE



Depuis 2011, au-delà de 400 membres du SPO ont appris à mieux prendre soin d'eux-mêmes et à apporter des changements positifs à leur vie grâce au Programme de mieux-être du SPO *Le vrai Toi*.

Le vrai Toi est une partie fondamentale de la stratégie globale en matière de mieux-être. Le vrai Toi est un programme volontaire et holistique, conçu pour aider les participants à réduire le risque de développer des maladies chroniques et à bénéficier d'une meilleure qualité de vie. Nous avons reçu une rétroaction continue directement des anciens participants sur les façons dont nous pouvons améliorer et adapter le programme pour les autres. Par conséquent, les participants reçoivent un programme sur mesure encore plus robuste qu'auparavant, y compris des activités et du soutien pour améliorer leur santé et leur mieux-être. Le vrai Toi est un pilier clé de la Stratégie sur le mieux-être de notre Service.

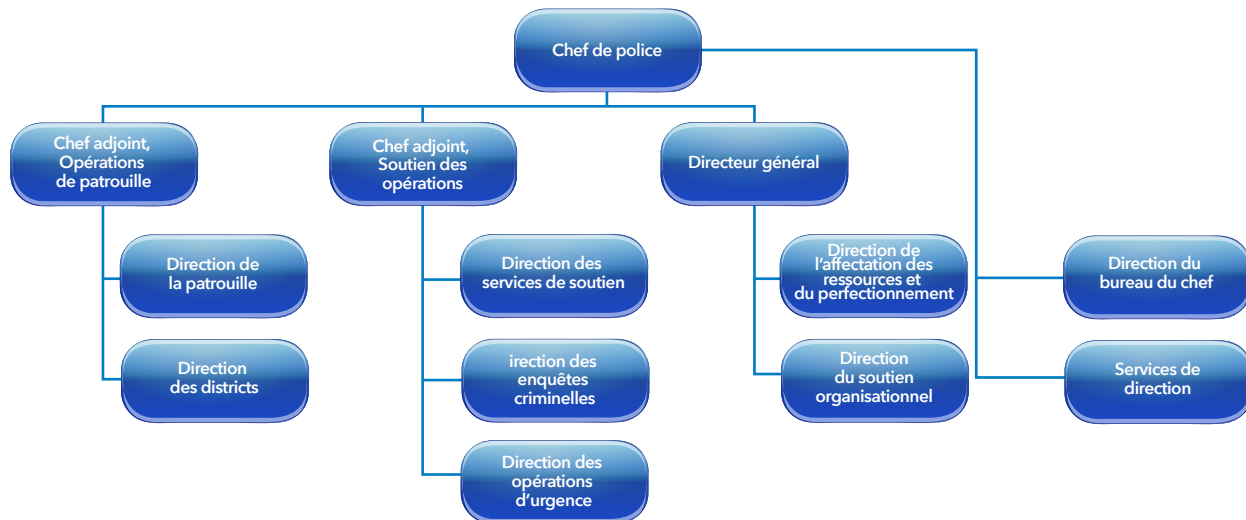
Pour montrer notre niveau d'engagement continu à l'égard de la santé et du mieux-être de nos employés, le SPO a doublé (de 100 à 200) le nombre de participants qui peuvent bénéficier du programme. Vingt-cinq autres places seront subventionnées pour les anciens participants du programme à titre de remerciement à nos membres pour leur soutien continu, et pour permettre aux anciens participants de faire l'expérience de la version nouvelle et améliorée du programme *Le vrai Toi*.



NOTRE EFFECTIF

Le Service de police d'Ottawa a l'obligation juridique de se conformer à la Loi sur les services policiers ainsi qu'à toutes les réglementations applicables, dont les normes provinciales relatives à la qualité, qui mandatent la prestation de services policiers à la collectivité. Ces services comprennent notamment les mesures d'intervention d'urgence, l'application des lois, la prévention du crime, les enquêtes criminelles, le maintien de l'ordre public et l'aide aux victimes. Chaque municipalité de la province doit se doter d'une commission civile chargée de régir ce service de police.

Pour satisfaire à ces responsabilités statutaires ainsi qu'aux attentes de la collectivité en matière de services adéquats et efficaces, le SPO emploie un effectif de 1 942,6 membres, dont 1 309 sont assermentés et 633,6 sont civils, répartis en neuf directions.



Sommaire de l'effectif de 2015

Direction	Assermenté	Civil	Total
Direction des services administrative	22	53	75
Soutien organisationnel	4	208,6	212,5
Direction de l'affectation des ressources et du perfectionnement	64	29	93
Direction des opérations d'urgenc	134	7	141
Direction des services de soutien	26	282,7	308,7
Direction des enquêtes criminelles	242	39,6	281,6
Direction des divisions	293	8	301
Direction de la patrouille	524	3	527
Total global	1 309	633,6	1 942,6



**FAIRE UNE
DIFFÉRENCE**



LA PATROUILLE À PIED DE LA BASSE-VILLE CONTINUE DE FAIRE UNE DIFFÉRENCE DANS LE CENTRE-VILLE D'OTTAWA

L'été dernier, le Projet de la Patrouille à pied de la Basse-Ville d'Ottawa était de retour dans la zone du marché By et de la rue Rideau et continuait de connaître un succès et de faire une différence chez les personnes qui y vivent, y travaillent et la visitent.

Un nombre accru d'officiers de police, en partenariat avec les agents d'application des règlements administratifs et les agents spéciaux d'OC Transpo ont effectué des rondes du 2 juillet au 1^{er} septembre 2015, en appliquant les divers règlements administratifs aux infractions au Code criminel et aux règles provinciales.

« C'est la troisième année où nous engageons des officiers de patrouille à pied durant l'été pour travailler dans la zone du marché By et de la rue Rideau », a soutenu l'inspecteur du district du Centre Mike Laviolette.

Le projet échelonné sur deux mois a été inauguré dans le cadre d'un effort continu pour traiter les problèmes relevés par la collectivité et les questions connexes. Il est concentré dans les secteurs qui suscitent des appels de service répétés et des plaintes fréquentes du public, de propriétaires d'entreprises et de résidents.

Les officiers ont répondu à des centaines d'appels de service et déposé plusieurs mises en accusation qui comprenaient des infractions aux règlements administratifs; des infractions provinciales y compris



des violations de propriété, de la mendicité agressive et de l'ivresse en public; et accusations pénales, y compris la possession de stupéfiants, la possession de biens volés, l'atteinte à la paix publique et le manquement aux conditions judiciaires.

Les officiers du projet ont également appréhendé des individus recherchés en vertu de mandats d'arrestation, repéré une personne portée disparue et aidé des agents de patrouille dans le secteur. « L'équipe de la Patrouille à pied de la Basse-Ville mobilise proactivement les citoyens, les touristes et les entreprises du secteur et met l'accent sur les préoccupations communautaires connues et les secteurs faisant l'objet d'un nombre accru d'appels d'interventions policières », a ajouté l'inspecteur Laviolette. « L'effet constaté par les entreprises, les résidents et les touristes peut être attribué en partie aux efforts de l'équipe de la Patrouille à pied. »

L'ARRESTATION DE PERSONNES SOUPÇONNÉES DE BRAQUAGE

Entre le 29 septembre et le 9 octobre 2015, deux suspects, armés comme d'habitude de couteaux, ont braqué cinq commerces, en s'emparant d'argent comptant, de cigarettes et de billets de loterie. L'Unité des vols qualifiés du SPO fait équipe avec un certain nombre de chaînes de vente au détail et de services bancaires quant à l'utilisation de la technologie GPS. Pareil dispositif a été dérobé durant le plus récent braquage.

Par conséquent, le personnel du Centre des communications a reçu l'avis et a pu bien orienter les officiers de la patrouille vers l'emplacement où se trouvaient les suspects. Là, on a arrêté l'un des hommes. L'arrestation a mené à une preuve inestimable récupérée dans une voiture volée. Le suspect arrêté était également en cavale au moment de son arrestation. La Section de l'identité judiciaire et les Services d'imagerie ont également participé à l'enquête.

C'est un excellent exemple de l'avantage du suivi par GPS. Grâce au travail de la Section des vols qualifiés, des Services de la patrouille, du Centre des communications, de la Section de l'identité judiciaire et de nos partenariats avec le secteur privé, un délinquant en série violent a été appréhendé.



LA VULGARISATION ET LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRES



Le vaste réseau de liens significatifs que la section Diversité et relations interraciales (DRI) a établi grâce à la vulgarisation et à la mobilisation communautaires a mené à des niveaux élevés de confiance, de collaboration, de dialogue franc et transparent et de profonde compréhension des enjeux, des besoins et des attentes entre la police et les diverses communautés d'Ottawa.

Certaines des communautés développent une appartenance aux questions de sécurité, étant donné leur lien avec DRI et le fait qu'elles ont été proactives pour ce qui est d'aviser le SPO des préoccupations, tendances et questions potentielles dans leurs milieux respectifs.

Afin de resserrer ces liens, DRI a participé aux événements organisés par les collectivités des Premières Nations, métisses, inuites, chinoises, philippines, afghanes, égyptiennes, palestiniennes, libanaises, sud-asiatiques, latino-américaines et musulmanes d'Ottawa. DRI a également participé périodiquement aux événements communautaires et aux levées de drapeaux par la Ville d'Ottawa pour les collectivités racisées, autochtones et confessionnelles.

En 2015, la section a participé à plusieurs événements à l'occasion du Mois de l'histoire des Noirs ainsi qu'à des événements tout au long de l'année organisés par les communautés noires ayant des liens culturels avec la Jamaïque, la République de Trinité-et-Tobago, Haïti, la République démocratique du Congo et la Somalie.

LE COMITÉ AVISEUR JEUNESSE (CAJ)

Le Comité aviseur jeunesse (CAJ) du SPO a dirigé 10 séances de clavardage réunissant 200 jeunes des organismes suivants : le Centre de santé communautaire de la Basse-Ville, le Réseau Ado, le Centre pour enfants inuits d'Ottawa, la Société d'aide à l'enfance, l'Association des jeunes d'Osgoode, la Maison communautaire de Britannia Woods, l'Opération Enfant retour et le Camp Christie pour enfants. Ces séances de clavardage offrent aux jeunes la possibilité de faire entendre leurs voix, pour que leur rétroaction puisse influencer sur le travail du SPO au moment des interactions avec les jeunes.



Ces séances de clavardage ont été créées pour les jeunes et par les jeunes, et elles sont animées par nos membres du CAJ et organisées par les divers organismes de services aux jeunes par suite d'une vaste vulgarisation. On y pose des questions aux jeunes sur la sécurité, les rapports avec la police et les idées d'initiatives réalisables en commun. Durant ces séances, les jeunes obtiennent également des renseignements sur les programmes et les ressources du SPO, notamment Échec au crime.

Ces séances sont une possibilité à la fois d'éclairer les jeunes et de recueillir leurs intuitions utiles sur la façon dont le SPO peut joindre les jeunes pour renforcer positivement leurs liens avec la collectivité.



LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES



Le SPO s'est employé avec les défenseurs de la VFF et les organismes de première ligne pertinents à améliorer les interventions policières par rapport aux victimes et aux survivantes d'agression sexuelle et de violence conjugale. Il est important que la collectivité participe au processus non seulement pour mobiliser les victimes de pareilles infractions, mais également pour s'assurer que les organismes locaux, les amis et la famille soient présents pour offrir leur soutien intégral à ces personnes et leur procurer les ressources dont elles ont besoin à un moment crucial de leur vie.

Une consultation continue des partenaires s'est avérée bénéfique pour apporter des changements significatifs. En 2014, les thèmes clés suivants ont émergé. Ils nécessitaient un traitement pour résoudre les problèmes que la collectivité, nos partenaires et la police estimaient être des obstacles aux interventions du SPO dans les cas de violence faite aux femmes :

1. améliorer les interventions et l'application uniforme des politiques et des procédures;
2. augmenter ou améliorer les interactions avec les victimes / survivantes et les suivis et soutiens connexes;
3. résoudre les problèmes de collecte de données probantes et de dépôt d'accusations;
4. offrir des interventions adaptées sur les plans linguistique et culturel;
5. augmenter la mobilisation entre les organismes de première ligne et le SPO;
6. améliorer la communication, éliminer les fausses croyances et reconnaître les perspectives divergentes;

7. augmenter la formation;
8. résoudre les problèmes de rendement;
9. améliorer les rapports et les communications et comprendre les statistiques;
10. explorer les occasions de défense des intérêts communs.

De plus amples consultations auprès de la collectivité ont donné lieu à un sondage visant à obtenir des données essentielles pour aider à évaluer la fonction du SPO et de nos services de première ligne, de l'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence (UAVSU) et des Unités d'enquête. Ces données ont mené à un rapport, qui a été publié à l'automne 2015 par Mme Holly Johnson sur l'amélioration des interventions policières lors de crimes violents contre les femmes. Dans ce rapport, Mme Johnson a suggéré cinq aspects à améliorer chez le SPO :

1. revoir les plaintes interrompues;
2. mettre à jour les victimes de manière opportune et bien leur expliquer le déroulement du processus;
3. offrir une formation continue à la police, en collaboration avec les groupes communautaires qui offrent des services aux femmes ayant été sexuellement agressées;
4. s'assurer que la sécurité des victimes demeure la priorité numéro 1 ainsi que la mise en lien de ces victimes avec les services de soutien dont elles ont besoin;
5. examiner continuellement les opérations, les politiques et les pratiques au sein du SPO, en collaboration avec les organismes d'aide aux victimes d'Ottawa.



Les améliorations continues

Pour aider le SPO à améliorer le processus, nous nous sommes engagés à travailler avec nos organismes de soutien de première ligne d'Ottawa. Nous avons déterminé les secteurs que ces organismes ont indiqués comme garants de l'offre des services d'aide aux victimes.

Le SPO cherche à apporter des changements à l'accueil, que ce soit par téléphone ou en personne, pour uniformiser les interventions face aux victimes. L'objectif ultime est de mieux rationaliser comment mettre à jour les survivantes de manière plus opportune.

Grâce au dialogue avec la collectivité, une meilleure compréhension a émergé à propos de l'importance d'offrir aux survivantes les services dans la langue de leur choix, ainsi qu'une évaluation adéquate des sensibilités culturelles. À la lumière des demandes de la collectivité, des statistiques à jour sur la violence sexuelle et la violence par un partenaire continueront également d'être affichées publiquement sur le [site Web du SPO](#). Nous continuerons de miser sur une approche concertée pour trouver des solutions. Et à la lumière de cette collaboration, nous avons instauré un plan d'action qui poursuivra dans le sens de ces initiatives, ce qui aura un impact positif accru sur la prévention et les interventions.

Le site Web du SPO a été mis à jour pour offrir une orientation nette sur le processus pénal et les soutiens communautaires disponibles. Un guide à l'intention des survivantes d'agression sexuelle a été élaboré avec l'apport des organismes communautaires et il est disponible sur le site Web du SPO.



La violence faite aux femmes est un enjeu collectif

Au début de novembre 2014, la Police d'Ottawa a lancé une nouvelle campagne de prévention appelée *Je peux MANifester le changement*. La campagne est un partenariat entre la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVF), Prévention du crime Ottawa et le SPO. Elle invite les hommes à s'engager à aider à résoudre la question fréquente de la violence fondée sur le sexe et continue de sensibiliser les gens aux côtés d'un certain nombre d'autres programmes visant à offrir de l'éducation et de la sensibilisation à la collectivité à propos des questions de VFF.

Mai était le Mois de la sensibilisation aux agressions sexuelles et, chaque année, nous faisons équipe avec Bell Média et nos organismes communautaires locaux pour faire mieux connaître la question de la violence faite aux femmes. Le blitz médiatique comprend non seulement une couverture à la télévision et dans la presse écrite, mais également une vaste campagne sur les médias sociaux. Augmenter la sensibilisation stimulera la discussion sur la question, ce qui mènera en bout de ligne à des solutions dictées par la collectivité.

En outre, l'Unité des abus par un partenaire du SPO et la Section des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants (ASVE) du SPO s'emploieront à mettre à jour une nouvelle procédure opérationnelle normalisée et des manuels de formation. Cela améliorera les capacités et la sensibilisation des officiers sur comment bien réagir aux incidents d'agressions sexuelles ou d'abus. Ce projet continu sollicitera l'apport de la collectivité afin d'établir des protocoles qui pourront devenir des normes de pratiques exemplaires.

Le SPO a mis au point une formation particulière pour les agents de première ligne qui interviennent par suite d'incidents d'agressions sexuelles. Le cours à l'intention des Officiers d'intervention aux agressions sexuelles (OIAS) a vu le jour en mai. Les organismes communautaires ont participé à la prestation de la formation. Ce cours sera offert deux fois l'an, avec un accent mis sur les officiers qui sont désireux de travailler auprès des victimes de violence sexuelle, d'améliorer la compréhension des



FAIRE UNE DIFFÉRENCE

RAPPORT ANNUEL 2015 | 36

traumatismes subis par les victimes et d'augmenter les soutiens communautaires disponibles. Le programme à l'intention des OIAS permettra de raffermir la communication entre les enquêteurs en ASVE et les agents de première ligne. Les officiers ainsi formés seront une ressource inestimable pour les autres officiers de première ligne.

En collaboration avec l'Hôpital Civic d'Ottawa (HCO), on amassa des nouveaux fonds permettant l'aménagement d'une pièce sûre au HCO. La pièce est le résultat d'un don en nature du Programme de soins aux victimes d'agression sexuelle et d'abus par un partenaire. Elle offrira un lieu de rechange où une femme pourra signaler une agression et être interrogée. Les victimes auront la possibilité de retourner sur le campus de l'Hôpital Civic ou de visiter le poste de police pour mettre à jour leurs historiques de cas.

Chaque femme est distincte. Chaque expérience qu'elle vit est unique et doit être traitée comme tel. Mais la violence faite aux femmes n'est pas un problème isolé, et il faut que toute la collectivité participe afin d'apporter un changement positif.

LES ARMES À FEU ET LES BANDES DE RUE

En reconnaissant que les stratégies de répression des bandes de rue et que la prévention sont également importantes en matière d'application de la loi, le SPO travaille en collaboration avec des partenaires comme Prévention du crime Ottawa, le Bureau des services à la jeunesse et le Club des garçons et des filles d'Ottawa pour mobiliser et éduquer la collectivité. Au milieu des années 1990, la ville d'Ottawa a commencé à constater l'émergence des bandes de rue et de la criminalité à laquelle elles s'adonnaient. À la lumière de la recherche effectuée au cours des 20 dernières années, les membres des bandes de rue sur le territoire de la ville d'Ottawa ont montré une propension de plus en plus forte à la violence, surtout à l'utilisation des armes à feu. Les membres des bandes de rue et leurs associés participent souvent à des activités criminelles telles que le meurtre, la tentative de meurtre, le trafic de stupéfiants, les infractions impliquant des armes à feu, les agressions, la traite de personnes, les vols qualifiés et les braquages de domiciles et de logements.

En réponse à l'augmentation des activités des bandes de rue et de la violence impliquant des armes à feu, le SPO a réorienté ressources et actifs à l'échelle de l'organisation pour mettre l'accent sur les efforts policiers par rapport à ces aspects. L'Unité des armes à feu et des bandes de rue a fait des gains positifs depuis sa création.

Entre janvier et mai 2015, le SPO a assisté à de nombreux forums sur la sécurité communautaire dans divers quartiers, dont Michelle Heights, le Centre communautaire du chemin Heron et le Centre communautaire de la Basse-Ville. Ces consultations publiques ont facilité l'éducation et la sensibilisation de la collectivité à la situation des armes à feu et des bandes de rue, aux modalités et à la nature des mesures privilégiées par le SPO pour lutter contre la violence par les armes à feu et elles ont offert au Service la possibilité de faire ressortir le rôle important de la collectivité dans le signalement à la police des crimes liés aux armes à feu et aux bandes de rue. Ces assemblées ont également fourni une plateforme où recevoir l'importante rétroaction de la collectivité et des officiers qui aident la Section des armes à feu et des bandes de rue et l'Équipe d'intervention directe (EID) à être stratégiques et efficaces dans leurs efforts pour résoudre cette question. La vulgarisation communautaire tout au long de l'année a compris la Conférence sur les bandes de rue et les traumatismes en février, où le sergent d'état-major Ken Bryden a parlé à environ 250 officiers de police, enseignants et groupes communautaires qui travaillent dans le secteur auprès des membres des bandes de rue d'Ottawa.





Le SPO demeure résolu à appuyer la vaste Stratégie de lutte contre les bandes de rue à Ottawa (2013-2016) en collaborant avec les organismes partenaires pour respecter les trois piliers fondamentaux que sont le renforcement de la cohésion dans les quartiers, la prévention et l'intervention, tout en étant l'organisme chef de file pour le quatrième pilier, soit l'application de la loi et la répression.

Activités liées aux armes à feu et aux bandes

	2014	2015
Incidents de fusillade	49	46
Bande de rue	32	21
Sans rapport aux bandes	5	8
Inconnu	12	17
Homicides	3	3
Avec arme à feu (sans rapport aux bandes)	1	1
Avec arme à feu (liés aux bandes)	0	2
Autres moyens (liés aux bandes)	2	0
Armes liées au crime saisies	53	80
Arme de poing	29	39
Carabine / Fusil de chasse	24	41
Accusations déposées par la Section des armes à feu et des bandes de rue	--	902
Membres de bandes déportés par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)	2	1

ENQUÊTES SUR LES DROGUES

Le trafic de drogue est une grave préoccupation dans notre communauté qui a un impact sur d'autres activités criminelles ainsi que sur la sécurité et la sûreté.

Les enquêteurs sont confrontés à d'autres défis avec le changement des exigences législatives, les décisions pénales de la jurisprudence, la nouvelle technologie utilisée par les criminels, ainsi que des substances émergentes telles que la poudre Fentanyl et les drogues de synthèse.

« Tous ces facteurs ont augmenté la charge et exigent davantage de ressources d'enquête », a déclaré le sergent-chef Ian McDonell, chef de la brigade antidrogue.

C'est le mandat de la brigade antidrogue de la police d'Ottawa de faire respecter les dispositions de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et d'autres lois fédérales.

« La brigade enquête sur les infractions de drogues qui peuvent aller du trafic de drogue dans la rue à des enquêtes importantes à grande échelle ciblant les groupes criminels organisés responsables de la production/fabrication, l'importation et la distribution de grandes quantités de drogues dans la ville d'Ottawa », a déclaré le sergent-chef McDonell. « De plus en plus, nous voyons des jeunes s'impliquer dans ce type d'activité criminelle et utiliser des armes. »

En collaboration avec l'Unité des bandes de rue et des armes à feu (G & G), la brigade antidrogue a mené de nombreuses enquêtes en 2015 ciblant des personnes présentant un intérêt pour G & G qui utilisaient des armes à feu pour leur trafic de drogue.

Ces enquêtes ont abouti à l'arrestation de 29 personnes inculpées de 247 infractions. En outre, sept armes à feu, 134 cartouches de munitions, 11 autres armes prohibées et un gilet pare-balles ont été saisis.



« Les objets saisis dans ces enquêtes montrent qu'il existe une co-relation croissante entre l'activité de la drogue criminelle et le potentiel de la violence armée », a déclaré le sergent-chef Ian McDonell. « Ces enquêtes conjointes sont importantes, car elles permettent de supprimer la drogue et les armes dangereuses de nos rues. »

À l'automne 2015, la brigade antidrogue a terminé son projet d'éradication de la marihuana à l'extérieur. La police a identifié 15 endroits à travers la ville et a saisi un total de 1 505 plants de marihuana (environ 2 000 kg).

« La saisie d'une telle quantité de marihuana représente une importante perte de profits, utilisés pour financer une variété d'entreprises criminelles, y compris la contrebande d'armes, la traite des personnes et l'importation de cocaïne », a déclaré le sergent-chef Ian McDonell. Ces opérations ont un impact positif sur la sécurité de notre collectivité. »

Des enquêtes similaires ciblant les trafiquants de drogue de niveau faible-moyen ont été menées par l'Unité des crimes de la rue.

Le projet Shadow, un projet d'infiltration de quatre mois mené en mai 2015 ciblant les trafiquants de drogue de bas niveau, a vu 52 personnes accusées de 202 infractions relatives au trafic de crack, de pilules vendues sur ordonnance et de marijuana.

Le projet « Freeze » en décembre 2015 a donné lieu à 28 adultes accusés de trafic de drogues dans la rue dans le secteur du marché ByWard.

« Nous allons mener des projets et des enquêtes conjointes similaires en 2016 », a déclaré le sergent-chef Ian McDonell, « et nous allons faire la promotion de la sensibilisation du public aux problèmes de sécurité et de santé qui découlent du commerce de la drogue. »

Arrêt du trafic : Saisie d'armes à feu et de drogues

En février 2015, East Patrol a mené un arrêt de la circulation sur un véhicule où le conducteur s'est lui-même identifié à tort.

Lors de l'interrogation du registre du véhicule, on a découvert que l'homme n'avait pas le droit de conduire.

Les recherches du véhicule ont donné lieu à la saisie de drogues, d'argent canadien, de munitions et d'armes à feu, y compris d'une arme de poing et de trois nouveaux fusils de chasse de calibre 12. L'homme âgé de 36 ans a été accusé de détention de plusieurs armes à feu et a été inculpé pour activités liées à la drogue.

Bien que l'application elle-même ne soit pas la réponse au problème de présence de drogues et des trafiquants de drogue dans notre communauté, nous continuons à soutenir les efforts de nos partenaires pour tout ce qui a trait à l'intervention, la prévention et la cohésion du quartier grâce à Ottawa Gang Strategy.

À la fin de février 2015, le SPO a participé aux gangs de Prévention du crime Ottawa, Traumatisme et communauté : Amélioration de Outcomes conference.

La conférence a été orientée vers le travail avec les fournisseurs de services de première ligne afin de mieux aligner les programmes et les approches à la



LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Sécurité routière

Les enquêtes publiques de la police d'Ottawa sur les services de police désignent toujours la distraction au volant et les excès de vitesse comme les deux principales préoccupations des résidents. Pour répondre à ces préoccupations et d'autres infractions au Code de la route, la police d'Ottawa a créé un plan de circulation qui porte sur la sécurité routière par le biais de l'éducation, la sensibilisation et l'exécution de la loi.

En plus des unités de patrouilles, des agents dédiés spécifiquement aux problèmes de circulation sont sur les routes d'Ottawa chaque jour. Un des officiers qui travaille dans notre Section de la circulation, le sergent Eddie Yeomans, a été un agent de police pendant 22 ans.

« Notre objectif est de réduire les blessures et les décès », a déclaré le sergent Yeomans. « Un des plus grands dangers auxquels sont confrontés les utilisateurs de la route sont les conducteurs qui utilisent leur téléphone cellulaire en conduisant. Soyez extrêmement attentif au volant. Votre message texte ou votre appel téléphonique peut attendre. »

Des campagnes-éclaircies d'application de la loi ciblant les conducteurs qui textent en conduisant ont été menées tout au long de l'année. Malgré la surveillance continue, en septembre 2015, l'Unité de la circulation du Service de police d'Ottawa a remis 89 avis d'infraction provinciale pour les appareils de communication portatifs en seulement quelques heures. L'amende pour l'utilisation du téléphone au volant est de 490 \$ et trois points d'inaptitude.

« La distraction au volant peut être tout aussi dangereuse que l'alcool au volant », a déclaré le sergent Yeomans. « La plupart des gens ne devraient pas prendre le volant après avoir bu, mais ils ne réalisent pas le risque associé à l'utilisation du téléphone cellulaire au volant. »

Voilà pourquoi la police d'Ottawa adopte l'approche unique qui consiste à éduquer les jeunes avant même qu'ils ne commencent à conduire avec une campagne intitulée Leave the Phone Alone (Ne touchez pas à votre téléphone). Cette campagne est disponible dans toutes les écoles d'Ottawa dans les deux langues.

L'excès de vitesse reste l'une des principales causes de blessures et de décès sur les autoroutes de l'Ontario. En 2015, la Police d'Ottawa a émis 15 318 contraventions pour excès de vitesse. Ce nombre a augmenté de 370 à partir de 2014.

« Les limites de vitesse existent pour une raison », a déclaré le sergent Yeomans. « Rouler à seulement 10 kilomètres au-dessus de la limite de vitesse signifie que vous aurez besoin d'une plus grande distance pour vous arrêter. Cela pourrait représenter la différence entre frapper un cycliste, un piéton ou un danger routier et vous arrêter en toute sécurité. »

Le sergent Yeomans aimerait rappeler aux conducteurs que les cyclistes et les piétons sont les plus vulnérables usagers de la route, et qu'il faut leur porter la plus grande attention.

« Nous avons plus d'un million de personnes vivant, travaillant dans notre ville ou qui la visitent tous les jours. Non seulement nous avons beaucoup de routes, mais les gens utilisent toutes sortes de moyens pour voyager entre l'endroit où ils sont et où ils veulent aller. »

Voilà pourquoi le plan de circulation prend en considération tous les usagers de la route : les bus, les voitures, les cyclistes, les motocyclettes et les piétons.

« Non seulement le plan de circulation prend en compte les rues dans notre ville, mais il englobe les cours d'eau, les pistes cyclables et les sentiers de motoneige également », a déclaré le sergent Yeomans. « Donc, cela ajoute d'autres véhicules comme les bateaux et les motoneiges que les conducteurs doivent utiliser de façon responsable et suivre les règles en vertu des lois fédérales, provinciales et municipales. »

Des campagnes de mise en application menées tout au long de l'année comprennent des programmes et des partenariats relatifs à la sécurité routière comme les programmes RIDE, Leave the Phone Alone et Semaine de la sécurité routière au Canada. Ces initiatives comprennent d'autres services de police, comme la Police provinciale, la police de Gatineau et la GRC et des groupes municipaux comme Safer Roads Ottawa (SRO), Service paramédic d'Ottawa et le Service des incendies d'Ottawa.



Campagne Distraction au volant Leave the Phone Alone



Entre 2009 et 2013, il y avait plus de 6 463 blessés et 18 morts en Ontario impliquant la distraction au volant. En 2013, 40 % des collisions à Ottawa étaient le résultat de la distraction au volant, avec l'utilisation du téléphone cellulaire identifiée comme étant la forme de distraction la plus répandue.

Le SPO en partenariat avec Safer Roads Ottawa, Bell Media (CTV, TSN 1200, SFRA, Magic 100), l'Association canadienne des automobilistes (CAA), le Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé (CCATM), Ottawa RedBlacks, et quatre

conseils scolaires d'Ottawa, a organisé une campagne d'éducation sur la distraction au volant, de sensibilisation et d'application de la loi appelée Leave the Phone Alone (LTPA).

Ce programme vise à sensibiliser le public et initier un changement culturel dans la perception des conducteurs pour faire savoir aux autres que les textos au volant sont dangereux et illégaux. Le groupe d'âge le plus à risque d'être impliqué dans une collision due la distraction au volant sont les conducteurs âgés de 16 et 29 ans. Par conséquent, un élément unique de la campagne est de sensibiliser les futurs conducteurs afin qu'ils ne touchent pas à leur téléphone avant même de commencer à conduire.

Une trousse d'éducation gratuite LTPA fournit aux enseignants des matériaux adaptés à l'âge permettant aux élèves de se renseigner sur les dangers dus la distraction au volant. Deux trousse complètes sont offertes pour différents groupes d'âge et contiennent des renseignements que les enseignants peuvent présenter aux élèves dans le cadre du programme scolaire.

Depuis sa mise en œuvre en 2014, le programme a continué de croître. Un plus grand nombre de partenaires communautaires a rejoint le programme pour aider à organiser la campagne LTPA, y compris dans les collèges et les universités locales. Les détails du programme ont été présentés récemment à la fois lors des réunions annuelles de l'Association ontarienne des chefs de police (ACPO) et de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP); ils ont été reçus de façon très positive. En conséquence, les documents ont été partagés avec d'autres services de police à travers le pays afin qu'ils puissent offrir des programmes similaires dans leurs communautés.



Avis d'infraction routière, Ottawa 2014-2015

Infractions de la circulation en vertu du Code criminel

2014 : 810

2015 : 824

+1,7 %



Infractions de la circulation provinciales

2014 : 109 316

2015 : 99 589

-9 %



Collisions mortelles

2014 : 24

2015 : 17

-29 %



Décès

2014 : 25

2015 : 19

-24 %



Statistiques de sécurité routière

En 2015, le nombre des infractions routières prévues au Code criminel a augmenté de 1,7 % ou de 14 accidents. L'augmentation peut être attribuée à davantage d'infractions suite à une conduite avec facultés affaiblies (2 %) et une conduite dangereuse d'un véhicule (9 %).

Des infractions au code de la route provincial (Partie I) sont émises en vertu des lois municipales, provinciales et fédérales. Les infractions liées à l'utilisation d'un véhicule automobile en mouvement se réfèrent généralement à des infractions qui se produisent lorsque le véhicule est en mouvement, y compris le fait de ne pas céder de passage ou de ne pas s'arrêter à un feu de circulation.

Les infractions relatives aux documents comprennent les infractions « papier » relatives à l'assurance et aux permis de conduire. Les infractions relatives à l'équipement peuvent inclure toute sorte de choses, du mauvais entretien d'un véhicule (freins, pneus, lumières) à la mauvaise utilisation des équipements de sécurité (ceintures de sécurité, utilisation d'appareils portatifs).

En 2015, les infractions au code de la route provincial (Partie I) ont diminué de 9 700, une réduction de presque -9 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est principalement liée à 11 000 avertissements émis en moins (-15 %), dont 60 % étaient liés à des infractions relatives aux documents.

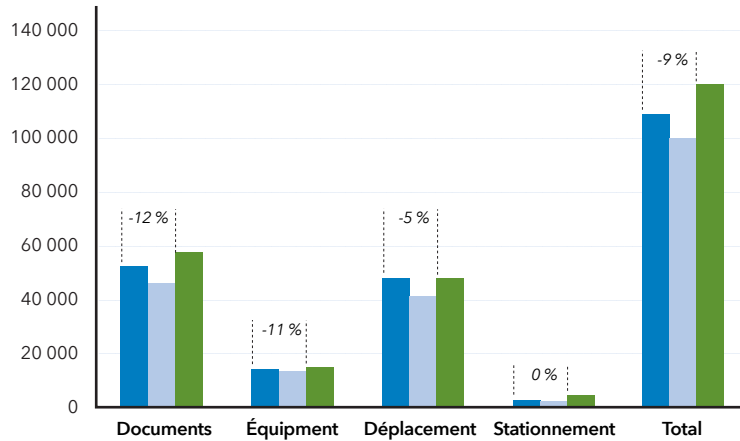
Globalement, les collisions ont augmenté de 1 % en 2015 à 17 301, avec les collisions causant des dommages matériels représentant 84 % de tous les incidents étudiés par le SPO. L'an dernier, il y a eu 2 600 collisions entraînant des blessures. En 2015, les collisions mortelles ont diminué de -29 % par rapport à l'année précédente, soit sept incidents de moins. De même, le nombre de personnes tuées (décès) à la suite de collisions a diminué de -24 %, soit de 25 à 19. Cinq usagers de la route moins vulnérables ont perdu la vie à la suite de collisions de véhicules automobiles en 2015 et deux passagers de moins.



FAIRE UNE DIFFÉRENCE

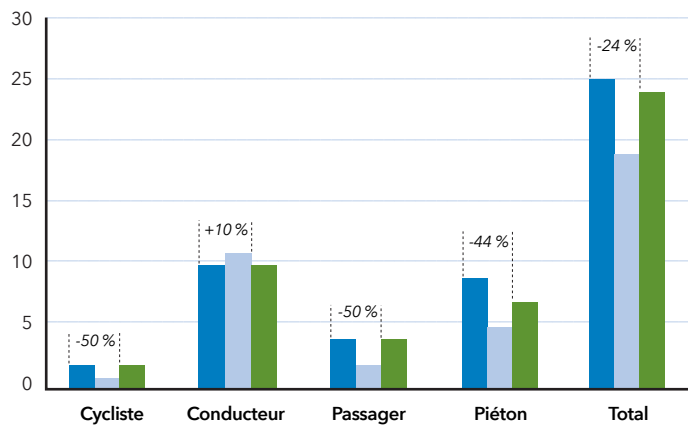
RAPPORT ANNUEL 2015 | 42

Avis d'infraction routière, Ottawa (2014-2015)



	Documents	Équipement	Déplacement	Stationnement	Total
2014	52 060	14 499	42 752	5	109 316
2015	45 817	12 959	40 808	5	99 589
Moyenne sur 5 ans	57 173	15 211	47 822	12	120 218

Décès routiers (2014-2015)



	Cycliste	Conducteur	Passager	Piéton	Total
2014	2	10	4	9	25
2015	1	11	2	5	19
Moyenne quinquennale	2	10	4	7	23



LA TRAITE DE PERSONNES



L'enquête coordonnée des provinces sur la traite de personnes

La Police d'Ottawa a été l'un des 21 services de police qui ont pris part au troisième volet d'un projet des provinces sur la répression de la traite de personnes appelé Opération « Northern Spotlight ».

En juin 2015, l'Unité de la traite de personnes de la Police d'Ottawa, avec l'aide de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et du Centre national de coordination contre la traite de personnes, a participé au projet Northern Spotlight – une initiative visant à identifier les victimes de la traite de personnes et à sensibiliser la population aux enjeux continus liés à la traite de personnes chez les collectivités de l'Ontario et de tout le pays.

Par conséquent, la police a assuré la sécurité de six jeunes femmes âgées entre 14 et 19 ans, qui travaillaient dans l'industrie du sexe comme mineures ou contre leur gré, y compris une de 14 ans, trois de 15 ans, une de 16 ans et une de 19 ans. Quatre des victimes, les trois de 15 ans et celle de 16 ans, ont été identifiées par l'Unité de la traite de personnes de la Police d'Ottawa.

Quatre-vingt-dix officiers et membres du personnel de soutien ont combiné leurs efforts pour interroger 122 personnes, y compris 110 femmes, et leur ont transmis les renseignements et les coordonnées des organismes de soutien communautaire.

Des accusations ont été portées par la police par suite de ce troisième volet d'une enquête coordonnée et provinciale pour réprimer la traite de personnes.

« La traite de personnes est un crime très grave. Nous souhaitons que les victimes sachent que de l'aide est disponible et que la police étudiera totalement toutes les allégations », a affirmé le sergent d'état-major par intérim Jeff Leblanc de l'Unité de la traite de personnes. « Nous espérons que d'autres victimes se manifesteront par suite de ce projet. »

Les résultats de la Police d'Ottawa dans le cadre de l'Opération « Northern Spotlight » IV

Du 5 au 8 octobre 2015, l'Unité de la traite de personnes du Service de police d'Ottawa a participé à la quatrième édition de l'Opération « Northern Spotlight ».

Au même moment, le FBI a lancé conjointement l'Opération « Cross Country » – un effort concerté à l'échelle des États-Unis visant tous les corps de police, qui ont travaillé ensemble pour rescaper / récupérer les victimes de l'exploitation sexuelle d'enfants. Dès 2003, cette initiative annuelle a identifié et récupéré des milliers de victimes de l'exploitation sexuelle d'enfants aux États-Unis dans le cadre de huit volets de l'Opération.

Au printemps 2015, le FBI a demandé à partager l'information et à travailler avec la police canadienne dans un effort concerté pour lutter contre ce crime sans frontières. À ce moment-là, on a élaboré un plan pour que les forces d'application de la loi canadienne et américaine travaillent ensemble à une initiative internationale conjointe pour rescaper et récupérer les victimes de la traite de personnes contraintes de travailler dans l'industrie du sexe comme mineures ou contre leur gré. Au-delà de 500 services de police des États-Unis ont participé à cette initiative.

La Police de Cornwall et le Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC se sont joints à la Police d'Ottawa dans le cadre du projet.

« À Ottawa, 11 travailleuses du sexe ont été jointes durant l'Opération « Northern Spotlight » ce mois-ci », a affirmé le sergent d'état-major par intérim Jeff LeBlanc, de l'Unité de la traite de personnes. « Une victime de la traite de personnes âgée de 17 ans a été récupérée par suite de l'arrestation de deux hommes adultes. »



Un Ottavien accusé de 76 chefs d'infractions, y compris la traite de personnes

En septembre 2015, l'Unité de la traite de personnes (UTP) de la Police d'Ottawa a conclu une enquête échelonnée sur quatre mois par l'exécution de mandats de perquisition et l'arrestation de deux individus.

« À la fin d'avril 2015, une installation de prostitution organisée / traite de personnes a été découverte par l'UTP durant un projet de sécurité communautaire conjoint ciblant les salons de massage », a déclaré le sergent Jeff Leblanc, de l'Unité de la traite de personnes. « Une enquête de suivi a mis au jour des liens entre plusieurs emplacements qui annonçaient des services à caractère sexuel. »

Des mandats de perquisition ont été exécutés à trois emplacements résidentiels : dans le pâté 1 à 100 de la rue Charles, dans le pâté 2000 du chemin Merivale et dans le pâté 900 de la rue York. Deux adultes ont été arrêtés et la police a saisi 14 000 \$ en espèces.

Quatre victimes féminines adultes ont été repérées durant les mandats de perquisition et interrogées par la police.

Des mandats de perquisition ont été exécutés dans trois résidences d'Ottawa. Deux adultes ont été arrêtés et la police a procédé à la saisie de 14 000 \$ en espèces.

À Ottawa, un homme âgé de 33 ans a été accusé de plusieurs infractions pénales.

L'INITIATIVE D'AMÉLIORATION DES SERVICES (IAS)

Le SPO a inauguré le programme Initiative d'amélioration des services (IAS) pour améliorer la viabilité de son modèle de services policiers. Axé sur l'amélioration continue de la prestation des services et sur un accent renouvelé mis sur les responsabilités policières, l'IAS aide à relever les défis et à soulager les pressions auxquels sont confrontés les services policiers – notamment les attentes budgétaires, l'essor de la ville, l'évolution des profils démographiques, les demandes croissantes en matière d'interventions, ainsi que la complexité de plus en plus grande de la criminalité.

Lorsque l'IAS a d'abord été lancée, un examen interne a été mené auprès des membres à l'échelle de l'organisation pour étudier les possibilités d'être plus efficaces et efficients dans la manière dont nous servons la collectivité. Cet examen a aidé à déterminer cinq aspects du modèle policier du SPO où concentrer les efforts, à savoir :

la gestion des demandes, qui a trait à la réduction des demandes exercées sur les ressources de la police à l'échelle de l'organisation;

le déploiement des services de première ligne, qui a trait à l'amélioration de la façon dont nous déployons les officiers de première ligne parmi la collectivité et coordonnons leurs efforts;

les enquêtes, qui ont trait à l'amélioration des services aux victimes du crime et à l'imputabilité des contrevenants par des processus d'enquête améliorés;

le centre de commandement, qui a trait à la mise à profit des données du renseignement pour améliorer la sécurité du public et des officiers;

les tribunaux, qui ont trait à la rationalisation des processus liés à la qualité et à la gestion des dossiers judiciaires, à l'assiduité aux instances et à la gestion des détenus.

Le SPO cherchera à mettre en œuvre un certain nombre de changements progressifs à son modèle de services policiers au cours des prochaines années pour améliorer les services, réaliser des économies d'argent et / ou d'heures-personnes, créer des possibilités de recouvrement de coûts ou de génération de recettes, et améliorer les partenariats. En s'inspirant de sa philosophie en matière de services policiers communautaires, le SPO inclura les partenaires, les intervenants et le public, comme collaborateurs clés de ces changements. Les membres internes continueront également de jouer un rôle essentiel dans le cadre de ce processus.

Les services policiers ont un coût pour les contribuables et, au fil des années, ce coût a augmenté étant donné le grand nombre de pressions exercées. Par le truchement du programme de l'IAS, le SPO étudie en profondeur comment il exploite ses services pour s'assurer de mettre l'accent sur les services policiers essentiels et continue d'être reconnu comme un partenaire fiable en sécurité communautaire.



LA MISE À JOUR DE LA CARTE ROUTIÈRE DE LA GI / TI

La technologie de l'information (TI) offre des outils essentiels aux techniques policières. Dûment appliqués, ces outils aideront le SPO à atteindre les objectifs énoncés dans son Plan directeur 2016-2018 et à appuyer la transformation panorganisationnelle pour assurer l'exécution des tâches de manière efficiente et rentable. Améliorer la sécurité des officiers, réduire le fardeau administratif sur les employés – à la fois assermentés et civils – et offrir des services améliorés au public sont également des buts à atteindre.

La gestion de l'information (GI) est également cruciale à la réussite du SPO. Les techniques policières en 2016 dépendent de quantités complexes, souvent décentralisées et rapidement croissantes de données, pour les fonctions à la fois opérationnelles et administratives. Les organisations de police efficaces doivent gérer l'apport, la conciliation et l'afflux opportuns de ces données pour réaliser les analyses cruciales et même prédire la probabilité de certaines occurrences. Les données analytiques deviennent le moteur des techniques policières modernes et sont la façon attendue de livrer des renseignements opportuns et exacts aux membres et de combler les besoins quant aux services à la collectivité.

Ainsi, le SPO amorce à peine le parcours de mise en œuvre de son Programme de modernisation des services de technologie de l'information (PMSTI) pour améliorer les services et transformer les opérations en alliant technologie et information. La carte routière est composée d'un certain nombre

d'éléments qui s'imbriquent les uns dans les autres pour constituer l'environnement intégré propice à la transformation du SPO.

Cette initiative dotera le SPO des capacités dont il aura besoin pour continuer de satisfaire aux besoins des citoyens et améliorer la prestation des services dans un monde de plus en plus numérique.

LE POUVOIR CROISSANT DES MÉDIAS SOCIAUX



En 2015, nos médias sociaux nous ont montré à quel point les citoyens ottaviens sont réellement engagés. De plus en plus, les gens participent activement au partage de messages qui ne font pas qu'aider à sensibiliser la population aux sujets importants qui touchent notre collectivité, mais qui démontrent également une préoccupation et une empathie à l'endroit des personnes nécessiteuses.

Ottawa, ville bienveillante

Le contenu de la Police d'Ottawa sur les médias sociaux demeure un mélange de dossiers d'enquête, d'actualités policières et de renseignements sur la prévention du crime. Plus particulièrement, les billets à propos des personnes portées disparues sont notre contenu le plus partagé, qui atteint au-delà de 1,8 million d'impressions potentielles sur Twitter et 270 000 sur Facebook. En fait, lorsqu'un jeune garçon de 12 ans a manqué à l'appel le 22 décembre 2015, les citoyens d'Ottawa ont partagé les messages Facebook et Twitter de la Police d'Ottawa près de 3 000 fois, ce qui a signifié que plus de 10 000 personnes ont contribué à la discussion sur le sujet, exclusivement sur nos médias sociaux. Cela, bien entendu, ne tient pas compte de toute la mobilisation par suite des autres médias qui transmettent les nouvelles aussi. Heureusement, le garçon a été trouvé hors de danger le jour suivant, après que la Sécurité d'OC Transpo l'a remarqué dans un abribus.

Nous tenons à remercier les utilisateurs de médias sociaux d'Ottawa; nous n'aurions pu y parvenir sans vous. Pour toutes les personnes portées disparues, toutes les personnes qui devaient être identifiées et retrouvées, et tous les messages que vous continuez de partager, MERCI.





NOTRE RENDEMENT



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 47

Cadre de mesure du rendement

- 1 Réduire la criminalité et la victimisation
- 2 Tenir les contrevenants responsables
- 3 Réduire la crainte et améliorer la sécurité personnelle
- 4 Assurer le civisme dans les lieux publics grâce à la résolution des problèmes touchant les quartiers
- 5 Utiliser la force et le pouvoir de manière juste, efficace et efficace
- 6 Utiliser les ressources financières de manière juste, efficace et efficace
- 7 Assurer la qualité des services et la satisfaction de la clientèle
- 8 Mobiliser les membres



LE SERVICE DE POLICE D'OTTAWA (SPO) S'EST ENGAGÉ À ASSURER LA SÛRETÉ ET LA SÉCURITÉ DE TOUTES LES COMMUNAUTÉS D'OTTAWA

Pour démontrer les progrès accomplis par rapport aux cibles établies, nous avons instauré un cadre de mesure du rendement (CMR). Le CMR s'inspire des travaux du professeur de la Harvard Kennedy School of Government, Mark Moore, que nous avons combinés à l'apport du Sommet sur l'économie des services policiers de Sécurité publique Canada et du Comité consultatif sur les citoyennes et citoyens.

LES STATISTIQUES SUR LA CRIMINALITÉ

En 2015, le taux de criminalité d'ensemble à Ottawa a diminué de -2 %, à 3 235 infractions par 100 000 résidents. Le SPO continue également de classer

environ 36 % de toutes les infractions au Code criminel du Canada (sauf la circulation).

L'Indice de gravité des crimes (IGC) offre aux résidents une autre mesure pour les aider à comprendre si les crimes étaient plus ou moins graves à comparer aux années précédentes. L'IGC tient compte à la fois du nombre de crimes et de la gravité relative des incidents. Au cours des cinq dernières années, l'IGC a régressé de -17 % à Ottawa; cependant, il a augmenté de 3 % l'an dernier. Cette situation est causée par des augmentations des catégories choisies d'infractions violentes et non violentes, telles que les tentatives de meurtres et les introductions par effraction.

Visitez ottawapolice.ca pour visualiser les tendances en matière de criminalité à Ottawa dans la Ville et les divers quartiers, 2014-2015.

Les tendances 2014-2015 de la criminalité dans la Ville d'Ottawa

Les statistiques sur la criminalité

Taux de criminalité

2014 : 3 302,5

2015 : 3 235,6

-2,0 %



Criminalité signalée

2014 : 31 431

2015 : 31 086

-1,1 %



Indice de gravité des crimes

2014 : 42,6

2015 : 44,0

+3,4 %



Taux de classement en %

2014 : 36,6 %

2015 : 36,0 %

-0,6 %





NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 48

Les crimes violents

Les crimes violents

Taux de crimes violents

2014 : 555,4

2015 : 543,0

-2,2 %



Crimes signalés

2014 : 5 286

2015 : 5 217

-1,3 %



Indice de gravité des crimes

2014 : 45,5

2015 : 48,8

+7,3 %



Taux de classement en %

2014 : 55,0 %

2015 : 55,9 %

+0,9 %



Un crime violent est n'importe quel crime où un contrevenant utilise ou menace d'utiliser la force contre une victime. À Ottawa, le taux de crimes violents a chuté de -2 % en 2015, pour se chiffrer à 543 incidents par 100 000 habitants.

Il y a eu sept homicides à Ottawa en 2015 – toutes ces affaires ont été résolues. Malgré les baisses du taux et du nombre d'infractions signalées, la gravité générale des crimes violents a augmenté de 7,3 % en 2015. Cela est causé par une hausse du nombre de tentatives de meurtres, de vols qualifiés, d'agressions, d'agressions à caractère sexuel et d'enlèvements. Le taux de classement des crimes violents s'est amélioré de 1 % l'an dernier, pour atteindre près de 56 %

Accusations de meurtre au premier degré prévues dans trois homicides

Le 20 février 2015, la Section des crimes majeurs de police d'Ottawa accusait Ian Bush âgé de 59 ans d'Ottawa reconnu coupable de trois accusations de meurtre au premier degré en rapport aux homicides de Alban Garon, Raymonde Garon et Marie-Claire Beniskos le 30 juin 2007.

La Section des vols qualifiés a également porté onze (11) accusations supplémentaires contre Bush pour des infractions commises avec une arme à feu liées à l'effraction du domicile d'un homme de 101 ans sur Durham private le 18 décembre 2014.

L'enquête sur l'effraction du domicile en décembre a incité les enquêteurs à considérer Bush comme un suspect pour les trois homicides de la fin du mois de juin 2007. Les enquêteurs ont travaillé à établir des preuves, notamment l'ADN, pour justifier les accusations d'homicide.

« L'identification et l'arrestation de la personne responsable du triple homicide de 2007 ont restées une priorité pour la Police d'Ottawa », a déclaré le chef adjoint Jill Skinner. « Je tiens à remercier nos agents principaux experts en affaires criminelles et en identification judiciaire. Ils n'ont jamais abandonné et ils ont poursuivi sans relâche ce dossier complexe. Je tiens également à souligner la contribution récente de l'Unité des vols envers ce fichier ».

Le travail policier lié à ce fichier continue. Comme pour toute enquête majeure, la Police d'Ottawa examine les fichiers non résolus à la recherche des similitudes.



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 49

Les crimes non violents

Les crimes non violents

Taux de crimes violents

2014 : 2 747,1

2015 : 2 692,6

-2,0 %



Crimes signalés

2014 : 26 145

2015 : 25 869

-1,1 %



Indice de gravité des crimes

2014 : 41,4

2015 : 42,2

+1,9 %



Taux de classement en %

2014 : 32,9 %

2015 : 31,9 %

-0,9 %



Les crimes non violents comprennent à la fois les infractions contre les biens et les autres infractions au Code criminel du Canada. Le nombre de crimes non violents a continué de diminuer au cours des cinq dernières années, de plus de 31 700 infractions en 2011 à 25 869 l'an dernier. Les infractions liées aux vols de moins de 5 000 \$ et aux méfaits représentent plus de 50 % de toutes les infractions pénales à l'échelle de la ville.

Les facteurs contributifs de la baisse de -2 % du taux de crimes non violents ont été un nombre moindre d'infractions liées aux crimes d'incendie (-19 %), aux méfaits (-12 %) et aux vols de moins de 5 000 \$ (-2 %). À l'inverse, les infractions liées aux introductions par effraction ont augmenté de 9 % et les incidents de fraudes ont bondi de 16 %. Par suite de ces hausses, l'Indice de gravité des crimes quant aux crimes non violents s'est également accru de 1,9 %, à 42,2.

Le taux de classement des crimes contre les biens a chuté légèrement à 31,9 % par rapport à 2014.

LES APPELS DE SERVICE D'URGENCE

Le SPO a reçu 811 419 appels en 2015, qui comprenaient des demandes de renseignements auprès du comptoir d'information, des communications auprès du Centre d'appels, des appels effectués par les agents, des appels à la répartition et des appels d'urgence au service 9-1-1 et au 613-230-6211. Plus de 330 000 appels ont été saisis dans le système de répartition assistée par ordinateur (SRAO) du SPO, avec environ 75 % nécessitant une présence policière sur les lieux. Près de 4 000 appels ont été répertoriés comme Priorité 1, ce qui signifie qu'il y avait un danger imminent pour la vie. Pour ces appels de Priorité 1, le SPO est arrivé sur les lieux dans les 15 minutes, 94 % du temps (-1 %).

Les appels de service d'urgence

Total des appels au Centre de répartition

2014 : 340 775

2015 : 334 480

-1,8 %



Appels d'urgence P1

2014 : 4 099

2015 : 3 900

-4,9 %



Rendement des interventions P1

2014 : 95,1 %

2015 : 94,0 %

-1,1 %



Temps de service (en heures)

2014 : 271 976,4

2015 : 263 528,2

-3,1 %





NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 50

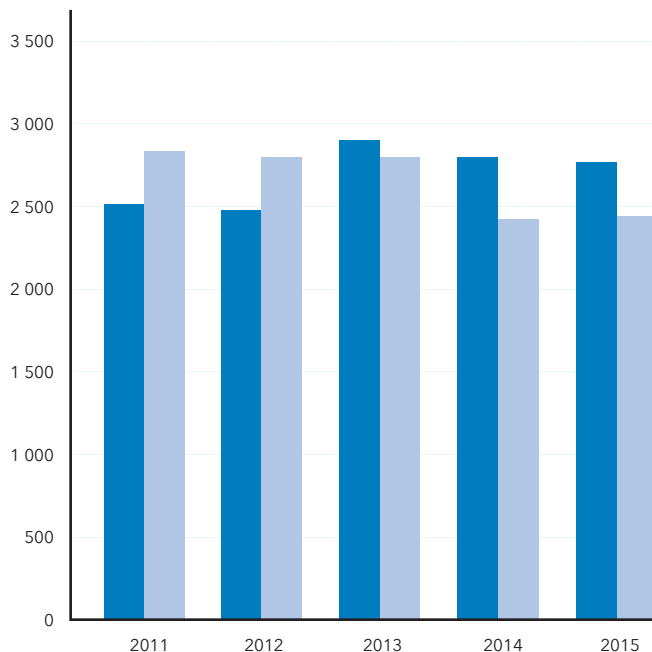
Le temps de service renvoie à la quantité cumulative de temps (en heures) que les agents consacrent à répondre aux appels de service du public et à les traiter. La mesure du temps de service est utilisée pour la planification opérationnelle et pour le déploiement du personnel. En 2015, le temps de service a fléchi de -3 %, à 263 500 heures. La baisse a été principalement attribuée au nombre moindre d'heures de patrouille consacrées à répondre aux appels de collisions et à les traiter, ce qui a été rendu possible par l'avènement des Centres de signalement des collisions.

L'AIDE AUX VICTIMES DE LA CRIMINALITÉ

De 2011 à 2015, environ 26 700 personnes ont été victimes d'un crime violent à Ottawa. Durant cette période, la proportion de victimes masculines et de victimes féminines a été répartie uniformément à environ 50 %, bien que la nature de la victimisation diffère. Les hommes sont plus susceptibles d'être victimes d'une agression, d'un vol qualifié, d'une tentative de meurtre ou d'un homicide, tandis que les femmes sont principalement victimes d'agressions sexuelles et d'enlèvements.

Victimes de crimes contre la personne, 2011-2015

Femmes
Hommes



Lorsque vous avez appelé en 2015

9-1-1
Life-threatening
Emergency or Crime
in Progress
613-230-6211
Other Emergencies



613-236-1222
Ext. 7300
Call centre: to report a
theft, property
damage, missing
person or stolen
vehicle
613-236-1222
All other enquiries

Online Reporting
To report a theft, lost
property, mischief,
theft from vehicle and
traffic complaints



811 400

Total d'appels reçus

334 500

Saisis dans le système
de répartition (-1 %)

246 300

Nombre d'appels nécessitant une présence policière



143 700

Appels des membres
du public

102 500

Appels proactifs générés
par les agents du SPO

Rendement des interventions

3 900 Rendement des interventions Priorité 1
28 900 Rendement des interventions Priorité 2
38 900 Rendement des interventions Priorité 3
139 500 Rendement des interventions Priorité 4
2 200 Rendement des interventions Priorité 5
32 500 Rendement des interventions Priorité 6
400 Rendement des interventions Priorité 7

93 000
Déclarations consignées
(-1 %*)



31 100

Infractions au Code criminel
du Canada (sauf la circulation)
(-1 %*)

36 %

Infractions au Code criminel résolus (sauf la circulation)

* par rapport à 2014



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 51

L'Unité d'aide aux victimes de situation d'urgence (UAVSU) du SPO offre des interventions en cas de crise et des interventions post-traumatiques aux victimes de la criminalité et de circonstances tragiques. Parallèlement au processus d'enquête, les victimes se voient offrir du counselling de crise et post-traumatiques, des renseignements sur le système de justice pénale, du soutien, des services de défense des droits et des aiguillages vers les ressources communautaires pour du soutien à plus long terme.

En 2015, l'Unité a répondu à 5 530 appels et appuyé au-delà de 6 648 interventions. Il s'agit d'une augmentation de 79 % par rapport aux 3 090 appels de service traités par l'Unité en 2014.

L'augmentation est surtout liée à une révision de l'entente de partenariat avec les Services aux victimes d'Ottawa (SVO). Cette année, l'Unité a marqué beaucoup de réalisations notables :

- la révision de l'entente de partenariat avec les SVO pour augmenter la capacité de servir les victimes de la criminalité;
- la collaboration avec le Centre de ressources communautaires de Nepean-Rideau, le Collège Algonquin et le Conseil sur le vieillissement pour organiser une série d'événements durant la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels;

- l'élaboration d'un outil multipartite d'évaluation des risques (OMER) qui offre la capacité de gérer les victimes d'agressions par un partenaire à risque élevé, grâce au partage des renseignements en ligne.

LE COÛT DES SERVICES POLICIERS

Le SPO comprend bien que la collectivité s'attende de l'organisation qu'elle leur en donne pour leur argent. Les dépenses nettes pour 2015 sont présentées au sein du tableau ci-dessous, soulignant un **excédent de 70 930 \$**. Cet excédent fut le résultat de hausses en matière de revenus et de recouvrements, ainsi que certaines économies et dépenses réduites. Ceux-ci contrebalancèrent les pressions occasionnées par les coûts liés aux heures supplémentaires, par le déficit de recettes des Centres de rapport des collisions (CRC), et par les règlements d'assurance et juridiques

Le coût des services policiers

2014 : 261,1 million \$

2015 : 269,8 million \$

+3,3 %



Changement dans les dépenses prévues et réelles, 2014-2015

	2014		2015		Changement (%)		Moyenne sur cinq ans	
	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle	Prévue	Réelle
Rémunération et avantages sociaux	238 121	240 911	246 994	248 915	3,7 %	3,3 %	231 843	234 449
Matériel et services	17 409	18 010	19 872	19 959	14,1 %	10,8 %	16 031	16 165
Autres frais internes	8 542	8 821	8 445	9 264	-1,1 %	5,0 %	8 120	8 591
Charges financières	17 523	16 923	19 024	19 789	8,6 %	16,9 %	18 630	18 622
Coûts liés au parc de véhicules	4 995	4 606	4 293	4 125	-14,1 %	-10,4 %	4 769	4 765
Transferts / Subventions	27	22	27	24	0,0 %	9,1 %	27	23
Total brut des dépenses	286 617	289 923	298 655	302 076	4,2 %	4,2 %	279 420	282 740
Recouvrements et allocations	(24 736)	(28 144)	(28 757)	(32 248)	16,3 %	14,6 %	(24 981)	(28 378)
Total net des dépenses	261 881	261 149	269 898	269 828	3,1 %	3,3 %	254 439	254 235

Pour plus de renseignements sur le budget du SPO, visitez le www.ottawapolice.ca; pour consulter le Rapport financier annuel 2015, visitez le ottawapoliceboard.ca.



Économies et dépenses réduites

Le budget de 2015 comprenait des fonds de prévoyance pour une augmentation des droits d'utilisation du nouveau système radio. La date de mise en œuvre du nouveau système a été repoussée, ce qui a créé une économie de 700 000 \$. Il y a également eu des dépenses réduites de 80 000 \$ dans divers autres comptes de fournitures et de matériel, pour une économie totale de 780 000 \$.

Service rémunéré et autres revenus

Les revenus découlant du service rémunéré ont produit des excédents ces dernières années, une tendance maintenue en 2015 en engrangeant 1 100 000 \$. En outre, les revenus engendrés par les vérifications de dossiers et d'antécédents donnèrent lieu à un excédent se chiffrant à 200 000 \$.

Rémunération et avantages sociaux

Le secteur de la rémunération du SPO réalisa une économie de 1 650 000 \$. Il y a eu plusieurs secteurs où des écarts positifs sont survenus, y compris des économies dues aux coûts de retraite réduits (1 150 000 \$), les demandes de prestations par les membres retraités et actifs (350 000 \$), et un excédent dans les coûts de la CSPAAT (150 000 \$).

Heures supplémentaires des tribunaux

Au cours des dernières années, les heures supplémentaires des tribunaux ont contribué à des excédents en fin d'exercice et cette tendance s'est poursuivie en 2015. Les heures supplémentaires des tribunaux ont terminé l'année avec un excédent de 650 000 \$.

Coûts d'exploitation des installations

Ces dernières années, les coûts d'exploitation des installations du SPO ont engendré des excédents et 2015 ne fit pas exception à la tendance. L'année se solda par un excédent net de 35 000 \$ au niveau du budget global des installations, notamment en raison d'une diminution des frais exigés par la Ville d'Ottawa pour ses services d'entretien des installations.

Frais de carburant

SPO termina l'année avec un excédent de 40 000 \$ dans ses comptes de carburant.

Coûts liés aux heures supplémentaires générales et en cour et à la disponibilité

Le compte des heures supplémentaires termina l'année 2015 en affichant un déficit de 2,1 millions \$. Le recours à l'Unité des services d'urgence (USU), la grève des taxis à l'aéroport et plusieurs homicides ont eu des impacts importants sur le budget des heures supplémentaires, mais la principale pression est due aux pénuries de personnel. Le nombre de sections admissibles à la mise en disponibilité en 2015 s'est accru et vu que ce changement est survenu après le parachèvement du budget, cela a créé une pression de 450 000 \$.

Revenu des Centres de rapport des collisions (CRC) et autres recettes

L'inscription de plus de clients des sociétés d'assurance au Plan de paiements automatiques (PPA) a été plus lente que prévue, ce qui a créé un déficit de 900 000 \$. Le personnel est en voie de parachever une entente avec un client chef de file dans l'industrie, ce qui aidera à améliorer les recettes pour 2016. Les recettes des fausses alarmes ont subi un manque à gagner de 215 000 \$ et le recouvrement des coûts à même les droits de saisie de véhicules n'a pas débuté en 2015, ce qui a engendré un manque à gagner de 135 000 \$.

Assurance et règlements judiciaires

Le SPO est auto-assuré quant aux réclamations s'élevant jusqu'à 3 M\$. Présentement, plus de 90 réclamations demeurent en suspens. À mesure que les règlements sont conclus, ils sont approuvés suivant les besoins, signalés à la Commission puis acquittés. Même si nous disposons d'un budget pour frais juridiques et réclamations, l'ampleur et la tombée de ces réclamations varient considérablement d'une année à l'autre. Cette année, le compte des réclamations d'assurance donna lieu à un déficit de 700 000 \$ et les frais juridiques bouclèrent l'année avec une pression de l'ordre de 200 000 \$.

Les partenariats de subvention

En 2015, le SPO obtint plus de 10 M\$ par l'entremise de partenariats gouvernementaux. Ceux-ci sont résumés ci-dessous.



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 53

Les partenariats de subvention

Stratégie provinciale de protection des enfants contre l'exploitation et les agressions sexuelles sur Internet 494 754 \$

Financement de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels pour permettre à des équipes d'enquête spécialisées d'enquêter sur des cas de leurre d'enfants en ligne et d'en identifier les victimes.

R.I.D.E. (Reduce Impaired Driving Everywhere) 51 323 \$

Financement annuel de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels en vue de mener à longueur d'année des contrôles routiers R.I.D.E. et renforcer les mesures de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies, notamment sous forme de répression supplémentaire sur les routes, les voies navigables et les sentiers.

Stratégie provinciale d'intervention contre la violence (SPICV) 482 232 \$

Financement de la part du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels qui appuie la répression ciblée dans des zones géographiques où évoluent des bandes de rue avec la mise sur pied d'initiatives de prévention du crime, en forgeant des liens avec les jeunes à risque et en mobilisant les communautés.

Partenariat de police communautaire (PPC) de l'Ontario 992 368 \$

Financement pour le maintien d'un nombre accru d'agents assermentés du SPO et pour assurer une visibilité policière accrue. Ces fonds appuient une patrouille accrue dans la communauté, l'application des règlements de la circulation, les programmes de rayonnement scolaire, et la répression de la criminalité de rue et de la criminalité liée à la drogue.

Initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSP) 213 660 \$

Financement de la part du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse qui offrent, aux élèves du secondaire âgés de 15 à 18 ans, des possibilités d'emploi d'été et d'hiver au sein du Service de police d'Ottawa. Ces jeunes aident à améliorer les relations entre la police et la collectivité tout en contribuant à l'acquisition de compétences professionnelles pouvant aboutir à une carrière dans la police.

Réseau Intersect de connaissance de la situation (RICS) 250 000 \$

Financement de projet de la part du Programme canadien pour la sûreté et la sécurité (Recherche et Développement pour la défense Canada) pour établir un affichage commun de renseignements pertinents afin de renforcer la planification collaborative et d'accroître la connaissance de la situation des partenaires des secteurs public et privé dans la région de la capitale nationale (RCN).

Programme de recrutement de 1 000 agents - partenariat pour des collectivités plus sûres 3 505 002 \$

Une entente de partage de coûts entre la Ville d'Ottawa et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels visant la création et le maintien de nouveaux postes d'agents assermentés de première ligne. Le travail de ces agents portera la police communautaire, la criminalité juvénile, les armes à feu et les bandes, le crime organisé, les délinquants dangereux, la violence familiale, la cybercriminalité et les économies liées aux tribunaux.

Programme provincial de matériel de surveillance électronique (PPMSE) 105 188 \$

Le PPMSE subventionne des activités de lutte contre le crime organisé et les crimes graves, et les initiatives axées sur les produits de la criminalité.

Sécurité des tribunaux - transport des prisonniers (STTP) 2 466 714 \$

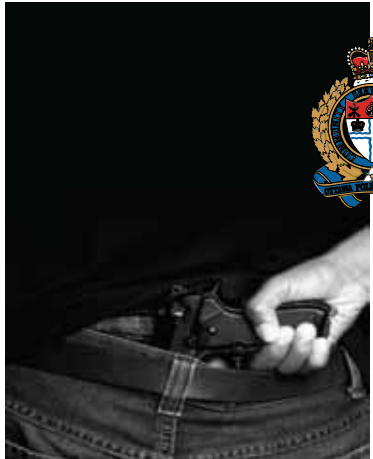
Cette subvention provinciale de sept ans du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) contrebalance les dépenses municipales pour assurer la sécurité dans les tribunaux provinciaux et le transport des prisonniers.

Soutien fédéral des coûts de services policiers extraordinaires dans la capitale nationale

Depuis 2010, le gouvernement fédéral a offert à la ville d'Ottawa une compensation de l'ordre de 2 M\$ par année, pour l'aider à assumer les coûts liés à la prestation dans la capitale nationale de services policiers extraordinaires qui ne sont pas assumés par ailleurs en vertu d'ententes de recouvrement des coûts liés aux événements particuliers. a cost-recovery agreements tied to specific events.



LA SATISFACTION DES COMMUNAUTÉS À L'ÉGARD DES SERVICES DE POLICE



LA CRIMINALITÉ

- 51 % des répondants ont l'impression que la criminalité a augmenté partout à Ottawa au cours des trois dernières années, à comparer à 33 % en 2012
- Les résidents d'Ottawa sont, en moyenne, plus préoccupés par la criminalité dans l'ensemble de la ville que dans leur quartier.

NEIGHBOURHOOD SAFETY

- 66 % des répondants ont la perception qu'il y a moins de crimes dans leur propre quartier que dans l'ensemble de la ville.
- 95 % s'estiment en sécurité chez eux et 90 % s'estiment en sécurité dans leur quartier durant la journée.

Au total, 16 000 lettres d'invitation à participer au sondage ont été envoyées par la poste à tous les quartiers : 4 328 participants y ont donné suite, ce qui a produit un taux de réponse de 27,5 % à comparer à 20,4 % en 2012. Pour de plus amples renseignements sur le Sondage auprès du public 2015, y compris les résultats pour l'ensemble de la ville, veuillez vous reporter au Rapport sur les points saillants du Sondage auprès du public se trouvant sur ottawapolice.ca.

Le SPO et la CSPO sollicitent périodiquement l'apport des résidents sur leur perception de la sûreté et de la sécurité dans leurs communautés, leurs préoccupations quant à la criminalité, les priorités de la police et la satisfaction des résidents à l'égard des services de police.

Les renseignements recueillis à partir du Sondage auprès du public aident le SPO à déterminer les priorités, à mettre au jour les aspects à améliorer et à faciliter l'élaboration du Plan directeur, qu'il publie tous les trois ans.

Les 5 principales préoccupations

1 Conduite inattentive	86 %
2 Excès de vitesse / conduite agressive	80 %
3 Bandes de rue	79 %
4 Présence de drogues / narcotrafiquants	76 %
5 Criminalité chez les jeunes	74 %

Les 5 principales préoccupations

- Les principales préoccupations à propos du quartier et de la ville d'Ottawa sont similaires à celles observées en 2012
- La vaste majorité (82 %) des citoyens sont satisfaits de la qualité des services offerts par le SPO.
- La majorité des résidents d'Ottawa (73 %) ont accordé au rendement du SPO une cote « bonne » en termes d'assurer la sûreté et la sécurité des citoyens d'Ottawa, soit une augmentation de 6 points en 2015.
- Les aspects du rendement les mieux cotés ont été : Assurer la sûreté et la sécurité publiques aux événements officiels, Prestation des services dans les deux langues officielles, et Réponse rapide aux appels d'urgence (> 80 %).
- Les deux éléments qui ont reçu le plus faible pointage sont : Utilisation des ressources financières et humaines de manière efficiente et judicieuse (48 %) et Présence policière à pied ou à vélo (41 %).



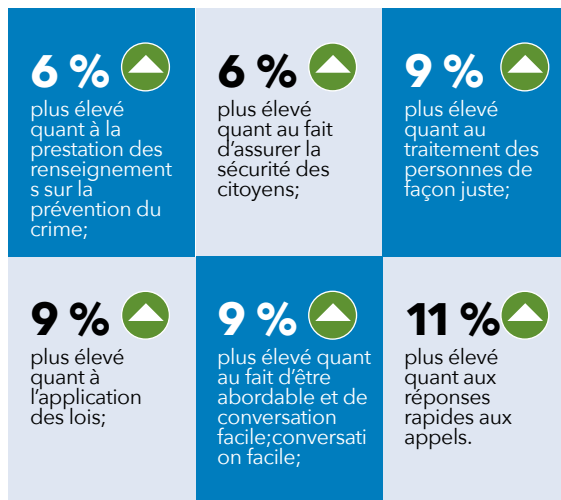
NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 55

Le rendement du SPO par rapport aux autres services de police

L'Enquête sociale générale 2013 de Statistique Canada a également révélé que les résidents d'Ottawa éprouvent un niveau élevé de satisfaction à l'égard de la police locale. Les résidents d'Ottawa ont attribué au rendement de la police locale un classement supérieur à celui de la moyenne pour toutes les régions métropolitaines de recensement (RMR) à chaque aspect évalué :

Enquête sociale générale 2013 de Statistique Canada



LES NORMES PROFESSIONNELLES

Le SPO prend très au sérieux l'enquête sur les plaintes, et comprend pleinement l'impact que la conduite de la police et les politiques peuvent avoir sur les membres de notre collectivité. Nous mettons l'accent sur l'utilité d'offrir un service courtois, respectueux et efficace aux résidents d'Ottawa.

L'une des façons dont nous cherchons à gagner la confiance du public est de nous assurer que nous avons les niveaux de veille qui tiennent notre service et nos membres responsables. Selon les pouvoirs délégués par le chef de police, notre Section des normes professionnelles (SNP) a le pouvoir de mener des enquêtes et de faciliter la résolution des plaintes générées à l'interne (plaintes du chef) et les plaintes publiques générées par l'intermédiaire du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police.

La SNP a adopté un rôle actif dans l'éducation des superviseurs en résolution des plaintes. Cela permet un dialogue amélioré entre les plaignants et les superviseurs, et promeut une solution de rechange rapide pour résoudre les questions qui surgissent au cours des opérations journalières.

Au total, il y a eu 348 plaintes générées en 2015, une baisse de -10 % à comparer à 2014. À la fois les plaintes du public (-18 %) et les plaintes du chef (-4 %) ont contribué au résultat de l'an dernier.

Les normes professionnelles

Plaintes par rapport à la conduite des agents de police

2014 : 381
2015 : 344

-10 %



Plaintes liées aux politiques et aux services

2014 : 11
2015 : 4

-63 %



Plaintes menant à des mesures disciplinaires

2014 : 23
2015 : 29

+26 %



Plaintes résolues dans l'année suivant leur réception

2014 : 59 %
2015 : 91 %

+32 %



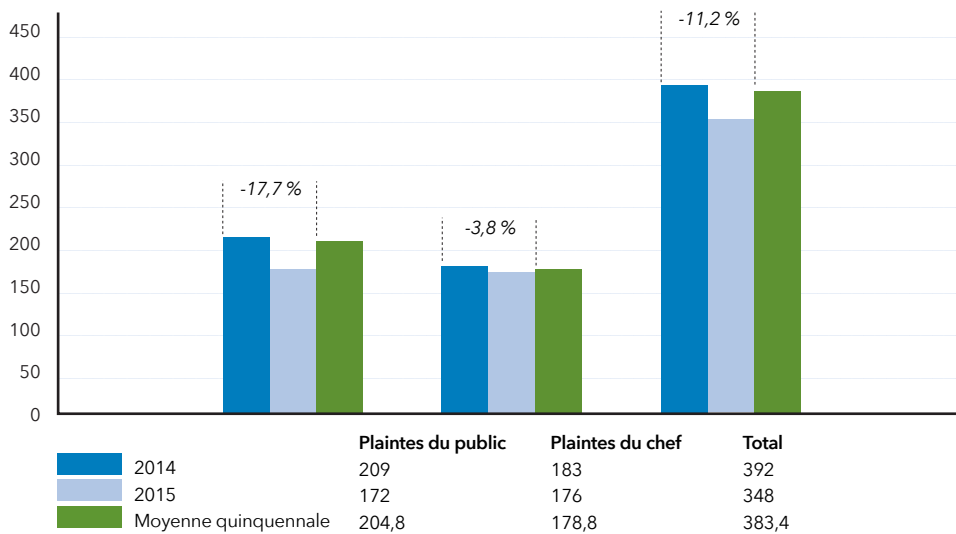


NOTRE RENDEMENT

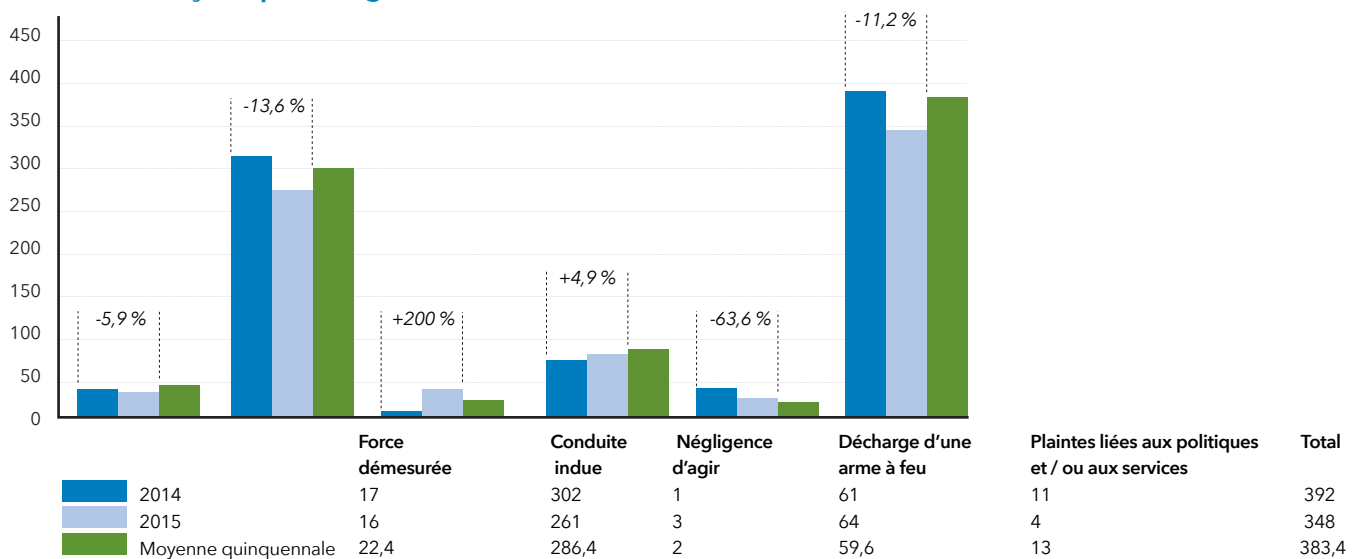
RAPPORT ANNUEL 2015 | 56

Le SPO classe chaque plainte à propos de la conduite selon le type d'allégation soulevée. Là où il y a plus d'une allégation, l'allégation la plus grave est utilisée pour classer la plainte. La classification offre une idée des types de situations qui génèrent des enquêtes sur les plaintes.

Plaintes reçues, 2014-2015



Plaintes reçues, par catégorie, 2014-2015



De plus amples renseignements sur toutes les activités de la SNP et la façon de formuler une plainte se trouvent à t.ottawapolice.ca.



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 57

Cinq principaux motifs de mesures disciplinaires

Collisions automobiles du SPO 	Effractions au Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et au Système de gestion des dossiers (SGD) 	Infractions liées aux appareils de surveillance aux feux rouges à bord d'un véhicule du SPO 	Conduit hors travail 	Langage déplacé 
--	---	--	--	--

Top 5 Complaint Types Received

Utilisation abusive des ressources policières, notamment celles du Centre d'information de la police canadienne (CIBC) et du Système de gestion des dossiers (SGD) 	Abus de pouvoir (manifeste une attitude impolie et arrogante) 	Enquête inadéquate (omet de mettre en accusation, omet de contacter le plaignant) 	Conduite hors travail (accusations criminelles contre un agent) 	Langage indécent (jurons) 
---	--	--	---	--

L'USAGE DE LA FORCE

Dans le cadre de leurs fonctions, nos agents sont parfois confrontés à des situations où ils doivent employer de la force pour assurer la sûreté du public et de leurs personnes. Afin d'aider nos agents à bien évaluer et intervenir avec un usage de la force convenant à la situation, nos membres reçoivent une formation annuelle qui applique le Modèle de recours à la force de l'Ontario établi par la loi.

De plus amples renseignements concernant nos options de recours à la force réglementées sont fournis dans l'article portant sur le '[Matériel et usage de la force](#)' du Règlement 926 de la Loi sur les services policiers. Ce modèle stipule comment les agents réagissent aux comportements d'un individu ou d'un groupe, qu'il s'agisse d'imposer simplement leur présence ou d'appliquer un contrôle verbal et/ou physique pour désamorcer une situation.

Recours à la force

Rapports de recours à la force

2014 : 485

2015 : 463

-4.5 %



Rapports par 10 000 appels

2014 : 14,2

2015 : 13,8

-3 %





NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 58

Options de recours à la force, 2014-2015

Type	2014	2015	Moyenne quinquennale	% de changement (2014-2015)
Arme aérosol	18	18	25	0 %
Main nue - rigide	31	26	29	-16 %
Main nue - souple	33	22	31	-33 %
Arme à feu - Déchargée	51	31	47	-39 %
Arme à feu - braquée	183	196	185	7 %
Arme de poing dégainée	283	202	237	-29 %
Arme à impact - rigide	10	14	12	40 %
Arme à impact - souple	1	3	6	200 %
Autre*	177	182	151	3 %

* Pistolet électrique déployé, pistolet électrique braqué, carabine, fusil de tireur d'élite désigné, intervention canine.

L'usage de la communication tout au long de l'intervention est primordial de même que les emplois possibles de la force.

Les rapports sur le recours à la force doivent être présentés par chaque agent lorsqu'une arme à feu est dégainée en présence d'un membre du public, lorsqu'une arme à feu est déchargée ou lorsque toute arme autre qu'une arme à feu est utilisée par un agent de police sur une personne. Un rapport est également requis lorsqu'un pistolet électrique (PÉ) est pointé vers une personne ou déchargé sur une personne, ou lorsqu'on applique une force physique qui cause des blessures.

En 2015, les membres du Service de police d'Ottawa ont déposé 463 rapports sur l'emploi de la force, ce qui représente une diminution de près de cinq pour cent par rapport aux 485 rapports signalés en 2014. Le changement au fil du temps témoigne de divers facteurs, notamment le nombre d'incidents graves dans la ville chaque année.

Un rapport unique par équipe peut être présenté pour les membres d'une équipe spécialisée impliquée dans un même incident. Par conséquent, parfois, plusieurs membres de l'équipe des Opérations tactiques peuvent avoir signalé un incident mais un seul rapport serait alors présenté.

Fait important à souligner, un rapport unique sur l'emploi de la force comprend souvent plus d'un usage de la force si l'agent a réagi à une situation continue qui a exigé plusieurs solutions différentes, et possiblement de plus en plus importantes, pour la résoudre. Un même incident auquel donnent suite plusieurs agents peut également mener à plus d'un rapport d'usage de la force. En tenant compte de cette réalité, le nombre d'emplois possibles de la force individuels qui furent appliqués au cours des deux dernières années est illustré ci-dessous.

La fréquence de cas d'armes à feu dégainées et braquées a connu une baisse en 2015. Les aérosols et les armes à impact (souples et rigides) sont utilisés pour aider à contenir un individu qui résiste à une arrestation ou lorsque la sûreté de l'agent ou d'un membre du public est compromise. L'emploi de toutes ces « armes intermédiaires » (aérosols et matraques) a augmenté en 2015. Le contrôle physique (main nue et arme à impact, qu'elle soit souple ou rigide) correspond à toute technique physique utilisée pour maîtriser un sujet sans l'usage d'une arme. L'utilisation du contrôle physique rigide a diminué par rapport à l'an dernier.

La catégorie « Autres » comprend le recours aux pistolets électriques, les occasions où des carabines sont prêtes à utiliser (sans être braquées ou



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 59

déchargées) et les interventions de la Section canine. Le recours aux « Autres » options a augmenté de 3 % en 2015 par rapport à 2014.

Les pistolets électriques

Par suite de l'assouplissement des restrictions antérieures sur l'accès aux pistolets électriques (PÉ) par le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (MSCSC) de l'Ontario à la fin de 2013 et d'une vaste consultation et d'un processus d'examen menés par le SPO en 2014, la CSPO a approuvé un plan biennal en avril 2014 prévoyant l'achat de 100 autres AIE, et l'élargissement de l'accès à des « catégories d'officiers » supplémentaires. Auparavant, l'accès était restreint aux membres de l'Équipe tactique et aux superviseurs de première ligne du SPO.

Dès la fin de 2015, la formation avait été achevée et 100 autres AIE avaient été délivrées aux membres de la Patrouille (qui satisfaisaient aux critères énoncés dans la politique), ce qui portait à 297 le nombre total de PÉ disponibles chez le SPO. Avant ces modifications, il y avait entre cinq et quinze PÉ disponibles sur la route pour l'ensemble de la Ville d'Ottawa à tout moment.



Avec l'élargissement de l'accès et l'achat de 100 autres dispositifs, le nombre de PÉ sur la route à tout moment varie maintenant entre 29 et 50.

En outre, la Formation à l'intention des opérateurs de PÉ a été augmentée en 2015 de 8 heures à 12 heures, un temps supplémentaire étant consacré à la formation fondée sur les jugements et aux techniques de désamorçage des situations.

Le saviez-vous?

Moins de 1 % des appels de service reçus par le SPO sont résolus par le recours à la force; presque tous sont résolus par la présence d'agents et la communication seulement.

La communication et les techniques de désamorçage des situations sont donc imbriquées dans tous les aspects de la formation des agents. De plus, à compter de janvier 2014, le SPO a adopté une nouvelle formation complémentaire et ciblée portant sur le traitement des personnes en crise, y compris les cas impliquant des problèmes de santé mentale. La formation introduit un modèle pour aider les agents à préciser pourquoi et comment ils traitent avec une personne en crise. La formation sur le désamorçage aide les agents à résoudre une situation.

Le contenu de la formation a été élaboré par le ministère de la Justice de la Colombie-Britannique, de concert avec le Comité de mise en œuvre des recommandations de Braidwood et un groupe de travail d'experts policiers et non policiers en la matière.

LE PROJET DE COLLECTE DE DONNÉES FONDÉES SUR LA RACE AUX CONTRÔLES ROUTIERS



Le Projet de collecte de données fondées sur la race aux contrôles routiers, fruit d'une entente intervenue en 2012 entre la Commission de services policiers d'Ottawa (CSPO) et la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP), exige que les agents consignent leur perception de la race des conducteurs, par observation seulement, aux contrôles routiers pendant une période de deux ans allant de juin 2013 à juin 2015.

En décembre 2015, le Service de police d'Ottawa (SPO) a achevé l'extraction des données et remis les résultats à l'Équipe de recherche York pour fins d'analyse. L'analyse des données et la rédaction du rapport vont bon train, les recommandations définitives étant prévues à l'automne 2016.



NOTRE RENDEMENT

RAPPORT ANNUEL 2015 | 60

Le SPO a continué la collecte de données au-delà de l'entente initiale de deux ans, et en est maintenant à sa troisième année de la collecte de données sur plus de 153 000 contrôles routiers.

Le SPO a pris un engagement continu envers ce projet, et la mobilisation de la police et de la collectivité se poursuit. Avec un investissement considérable dans la consultation et la mobilisation, le SPO a continué de faire preuve de professionnalisme et de leadership dans l'avancement de l'étude sur la collecte de données fondées sur la race au Canada tout en contribuant à un dialogue franc et en bâtissant la confiance de la collectivité.

Un complément d'information, y compris l'entente, les mises à jour sur le projet et les possibilités de demeurer engagé, sont disponibles en ligne à ottawapolice.ca/race.

ANALYSE PROVINCIALE DES CONTRÔLES DE ROUTINE

En 2015, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il procéderait à des consultations publiques au cours de l'été dans le cadre d'un effort pour normaliser les contrôles de routine en créant des règles à l'échelle provinciale pour assurer que ces rencontres soient cohérentes, sans parti pris, et réalisées d'une manière qui favorise la confiance du public afin de maintenir l'utilisation d'un outil précieux pour la police.

Le Service de police d'Ottawa (SPO) a salué la décision du gouvernement d'uniformiser les contrôles de routine et était déjà engagé dans un examen opérationnel de la façon dont les contrôles de routine sont effectués avant l'annonce provinciale. L'examen comprenait des recherches et des consultations initiales avec les membres du public, des universitaires, des organismes communautaires, des membres des services de police et d'autres intervenants afin d'identifier les questions clés.

Dans la poursuite de nos travaux en cours visant à assurer un service de police professionnel et sans préjugés, il était important de construire sur le dialogue communauté-police étendu au cours des trois dernières années, avec le Projet de collecte de données basées sur le Traffic Stop Race, et contribuer au processus de contrôle de routine de la province.

Outre la création d'une page web du projet et en plus de promouvoir des séances de consultation provinciales et un formulaire de rétroaction en ligne, le Service de police d'Ottawa a tenu cinq séances bien fréquentées avec plus de 75 personnes qui représentaient plus de 40 organisations différentes. Suite aux efforts de consultation à l'échelle de la province en 2015, la province a déposé un nouveau règlement plus tôt cette année en vertu de la Loi sur les services de police au sujet de la « Collecte de renseignements d'identification dans certaines circonstances - Interdictions et devoirs », communément appelé les « règlements des contrôles de routine ».

Le règlement établit des règles pour : la collecte de données, la conservation, l'accès et la gestion; la formation; et les exigences de déclaration, que tous les services de police doivent mettre en œuvre le 1^{er} janvier 2017. Le règlement exige en outre la mise en place de la politique et des procédures d'ici le 1^{er} juillet 2016.

L'Association des chefs de police de l'Ontario a créé un groupe de travail afin d'assurer la mise en œuvre uniforme dans toute la province. Le Chef de projet des contrôles de routine, l'inspecteur Mark Patterson participe également à ce groupe de travail provincial.

Pour obtenir des renseignements à jour sur le projet, veuillez visiter le site ottawapolice.ca/streetchecks.



OTTAWA POLICE SERVICE
SERVICE DE POLICE D'OTTAWA

A Trusted Partner in Community Safety
Un partenaire fiable de la sécurité communautaire